



Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

Afrique	Insécurité alimentaire en Afrique de l'ouest	2010.07.10
Afrique	MONDIAL 2010 • Mandela présent, tout un symbole	2010.07.12
Afrique	L'Afrique du Sud a changé son image avec la Coupe du monde	2010.07.14
Afrique	L'ANGOLA souhaite établir une relation de partenariat stratégique avec la Chine	2010.07.08
Afrique	SOUDAN La Chine et le Soudan s'engagent à renforcer leur coopération agricole	2010.07.08
Afrique	BENIN Placement d'argent au Bénin - De l'espoir au cauchemar	2010.07.12
Afrique	BURKINA FASO • Al-Qaida commence à faire peur	2010.07.12
Afrique	MALI Visite à Bamako d'une délégation de la commission d'audit de la Chine	2010.07.06
Afrique	MOZAMBIQUE- CHINE renforcement de la coopération dans plusieurs secteurs	2010.07.05
Afrique	DARFOUR Un émissaire chinois appelle les parties au conflit à trouver une solution pacifique	2010.07.04
Afrique	SOUDAN La Chine tient à la stabilité et à la paix au Soudan (envoyé spécial)	2010.07.04
Afrique	AUTOMOBILE Informations économiques en Chine : ventes des camions par la FAW à l'Afrique	2010.07.06
Afrique	Énergie Carburant : vers la fin des subventions	2010.07.13
Afrique	« Fenêtre sur l'Afrique » 10 juillet consacrée commémoration 50 ans indépendance	2010.07.11
Afrique	Françafrique 500 km à vélo pour affirmer que « 50 ans de Françafrique, ça suffit ! »	2010.07.12
Afrique	50 ans de Françafrique ça suffit !	2010.07.12
Afrique	Liberté de la Presse Et Puis s'en est allé !	2010.07.13
France	Sarkozy prend des libertés avec les faits	2010.07.14
France	Pour sa fête nationale, la France invite ses anciennes colonies	2010.07.13
France	Les critiques défilent avant le 14 Juillet africain	2010.07.13
France	L'Afrique francophone à l'honneur pour le 14-Juillet	2010.07.13
Coopération	Togo-USA, les chemins de la démocratie	2010.07.12
Diaspora	Togo entre sens de la nation et individualisme aveugle	2010.07.12
Droits Humains	Mimi Gnassingbé La femme la plus surveillée du Togo ?	2010.07.14
Droits Humains	Togo, violation des droits de l'homme, le laxisme des associations	2010.07.12
Economie	Transport Aérien ASKY Airlines prend de l'altitude	2010.07.12
Enseignement	Université In Memoriam le monde universitaire togolais en deuil	2010.07.12
Finances	Togo Escroquerie Une victime de RéDéMaRe exprime son désarroi.	2010.07.12
Gouvernance	Félix SAGBO le flic a-t-il aidé Auguste SAGBO l'homme d'affaires ?	2010.07.12
Histoire	Vidéo Politique TOGO Assassinat de Sylvanus OLYMPIO	2010.07.12
Histoire	Reportage - TOGO histoire d'une indépendance	2010.07.11
Médias-Presse	Togo Revue de la presse du 5 au 11 juillet 2010	2010.07.12
Migrations	La crise fait chuter les flux migratoires dans le monde	2010.07.12
Opinions	Gil et ses AGO sur la corde raide, Nicodème Habia attendu au tournant dans l'Avé	2010.07.11
Politique	Elliot OHIN On lui dit de nommer, lui il parle d'annonces de décès et de mariage...	2010.07.13
Politique	Faure Gnassingbé faire payer au peuple sa gestion désastreuse ?	2010.07.12
Politique	TOGO L'accord intervenu entre Gilchrist Olympio et le RPT en danger	2010.07.13
Politique	TOGO Kofi Yamgnane exige la libération de ses deux collaborateurs enlevés à Lomé	2010.07.12
Sécurité	TOGO Les routes togolaises tuent, les gouvernants totalement indifférents	2010.07.13
Sports	Me Verges contre la FTF et la FIFA pour son client OBILALE	2010.07.13



AFRIQUE insécurité alimentaire en Afrique de l'ouest

Plusieurs organisations humanitaires appellent à redoubler d'efforts pour venir en aide aux 10 millions de personnes touchées par l'insécurité alimentaire en Afrique de l'ouest.



10/07/10

Plusieurs grandes organisations humanitaires – dont ACF France, Acted, Care France, Oxfam France, Secours Catholique, Secours Islamique France, S.E.L (Service d'Entraide et de Liaison) – ont appelé aujourd'hui à redoubler d'efforts pour venir en aide à dix millions de personnes menacées par la faim extrême dans la zone sahélienne située en Afrique de l'ouest et centrale. Le cœur de la crise se trouve au Niger, où sept millions de personnes, presque la moitié de la population, n'ont pas assez à manger. Deux millions de personnes supplémentaires au Tchad et des centaines de milliers d'autres au Mali, en Mauritanie, dans certaines zones du Burkina Faso et dans le nord du Nigéria souffrent également de la crise.

Les organisations signataires soulignent que de nouvelles données concernant la malnutrition montrent la nécessité d'agir de toute urgence. Les dernières statistiques en provenance du Niger indiquent que presque 17% des enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition aiguë, soit une augmentation de plus d'un tiers par rapport au taux de l'an dernier.

Une réponse politique de haut niveau est nécessaire pour permettre la distribution rapide et efficace de l'aide comme pour assurer de nouveaux financements. Les organisations signataires appellent en particulier les Nations Unies à nommer un représentant spécial, chargé d'accélérer le processus d'aide en agissant auprès de plusieurs pays et de négocier avec les gouvernements des pays touchés comme des pays donateurs.

Malgré six mois d'alertes, les financements obtenus pour répondre à la crise ont été lents et insuffisants. Concernant le Niger, il manque encore 107 millions de dollars (85 millions d'euros) pour atteindre le montant de l'appel lancé par les Nations Unies. Certains pays ont augmenté le montant de leur assistance, mais d'autres ont été moins rapides ou prodigues. Les organisations signataires appellent les pays riches à donner généreusement afin de prévenir une catastrophe et à s'engager au plus haut niveau politique pour remédier aux retards pris dans la distribution de l'aide.

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de l'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

Les retards de financement ont donné lieu à des achats et distributions tardifs de nourriture dans les zones affectées. Au Niger, par exemple, les distributions du Programme Alimentaire Mondial (PAM) ont commencé trop tard et ont touché un nombre réduit de bénéficiaires de l'aide alimentaire. Le PAM a annoncé le 2 juillet qu'il prévoyait d'augmenter le nombre de bénéficiaires de 2 à 4,5 millions au Niger en raison des nouvelles données inquiétantes sur la malnutrition. Au Tchad, où le PAM a besoin de 20 millions de dollars (15,7 millions d'euros) les distributions de nourriture ne sont planifiées que pour deux mois, alors que comme au Niger, il faudra au moins trois mois pour que la nouvelle moisson soit prête.

La sécheresse, de mauvaises récoltes, des invasions d'insectes, la hausse des prix et des niveaux de pauvreté extrêmes ont généré de graves déficits alimentaires et des pâturages pauvres, forçant les habitants à quitter leurs terres, à tuer ou vendre leur bétail affamé et leurs maigres biens. Ces mesures désespérées n'indiquent pas seulement la gravité de la crise mais sapent aussi l'investissement dans le développement à long terme, selon les organisations.

Le Niger, le pays le moins développé, est le plus touché avec 7.1 millions de personnes nécessitant une aide humanitaire. Presque un demi-million d'enfants de moins de cinq ans sont touchés de malnutrition aiguë, avec un risque de mort ou de séquelles permanentes s'ils ne sont pas pris en charge rapidement. Les récoltes de céréales ont chuté de 30% et les pâturages sont de 60% inférieurs aux besoins.

Au Tchad, pays également affecté par un long conflit, environ deux millions de personnes sont affectées par le manque de nourriture. Alors que des taux de malnutrition de 27% ont été enregistrés dans certaines zones, on a fait état de femmes mangeant des graines trouvées dans des fourmilières. Des centaines d'autres personnes sont menacées au Mali, au Burkina Faso et au nord du Nigéria.

Les organisations signataires sont :

En France : ACF France, Acted, Care France, Oxfam France, Secours Catholique, Secours Islamique France, S.E.L Service d'Entraide et de Liaison

A l'étranger : CAFOD, Christian Aid, Concern Worldwide, Plan, Save the Children, Tearfund, World Vision

guardian.co.uk Afrique MONDIAL 2010 • Mandela présent, tout un symbole

12.07.2010

"La boucle a été bouclée. Nelson Mandela, qui a accompagné la naissance d'une Afrique du Sud démocratique, est revenu, le 11 juillet, sur le devant de la scène dans un pays qui atteint sa maturité", écrit le quotidien britannique [The Guardian](http://www.guardian.co.uk) au lendemain de la cérémonie de clôture de la Coupe du monde. Habillé d'un long manteau et d'une toque noire pour affronter le froid de l'hiver austral, le leader de la lutte anti-apartheid a fait un tour du stade avec son épouse Graça Machel à bord d'une voiturette. Souriant, il a salué la foule en liesse, qui l'a longuement applaudi debout. "C'était une fin de rêve, très forte symboliquement, pour le plus grand événement sportif jamais organisé en Afrique. C'était un moment historique pour l'Afrique du Sud et tout le continent", ajoute le journal. La présence de l'ancien dirigeant, qui fêtera ses 92 ans le 18 juillet, était extrêmement attendue, et ce d'autant plus qu'il avait dû renoncer à assister à la cérémonie d'ouverture à cause d'un drame familial.

Nelson Mandela gives World Cup a dream finale with a wave and a smile

[David Smith](http://www.guardian.co.uk) in Johannesburg [guardian.co.uk](http://www.guardian.co.uk), Sunday 11 July 2010 21.30 BST

Former president caps nation-building tournament spirit with appearance at Johannesburg's Soccer City stadium



Nelson Mandela and his wife Graça Machel wave to fans during the closing ceremony of the 2010 World Cup at Soccer City stadium in Johannesburg. Photograph: Michael Kooren/Reuters

And so the circle was complete. [Nelson Mandela](http://www.guardian.co.uk), who presided over the birth of a democratic [South Africa](http://www.guardian.co.uk), took centre stage again last night at the country's coming of age.

Wrapped against the winter cold, Mandela beamed and waved to nearly 85,000 spectators before they together witnessed Spain claim its first World Cup with victory over the Netherlands.

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

The fans at Soccer City stadium in Johannesburg rose to their feet to give a thunderous welcome to their living legend, with roars, applause and blasts on their vuvuzelas. It was the dream symbolic finale for the biggest sporting event Africa has ever seen, a momentous chapter in the history of both country and continent. It was also a memorable prelude to a somewhat forgettable final.

Mandela, who turns 92 next Sunday, had pulled out of the opening ceremony after the death of his great-granddaughter in a car accident hours before. There had been uncertainty about his appearance last night, with his grandson accusing Fifa of putting "extreme pressure" on the anti-apartheid hero.

But the backstage row melted away with the first glimpse of the man who has become something of a secular saint to millions. Mandela in black coat and generous fur hat made stately progress in a golf cart across a white carpet laid on the pitch for the tournament's closing ceremony.

South Africa's first black president grinned from ear to ear and waved his gloved hands, though his arms needed support from his wife, Graça Machel, who also smiled enthusiastically.

Mandela had passed a late fitness test to make the final, observed one joker on Twitter. He was the undoubted star of a vibrant show which also saw Colombian singer Shakira deliver her World Cup anthem, Waka Waka, after hundreds of performers formed a human vuvuzela. Dancers wearing colours of the 32 competing nations performed before a backdrop of pictures of stars and fans beamed onto the pitch.

Others, dressed in white elephant costumes, trooped on to the field towards the image of a watering hole, accompanied by the harmonies of South African group Ladysmith Black Mambazo.

Gumboot dancers and performers leapt on animated musical instruments including the marimba. Fans were also treated to a light show and fireworks. The words, For Africa, and, in multiple languages, Thank you, were projected onto the pitch.

Guests included Archbishop Desmond Tutu, former UN secretary general Kofi Annan, Spain's Wimbledon tennis champion Rafael Nadal, supermodel Naomi Campbell, South African-born actress Charlize Theron and American actor Morgan Freeman, who played Mandela in the recent film Invictus. Sixteen heads of state were reportedly present, Zimbabwe's Robert Mugabe among them.

They witnessed a final far from a classic, won for Spain in extra-time by a goal from Andrés Iniesta, to the despair of the Dutch. Fifa had hoped the frail Mandela would present the trophy, but the honour fell instead to its president, Sepp Blatter, accompanied by South Africa's leader, Jacob Zuma.

That brought down the curtain on a World Cup that, hiccups apart, was a success which surpassed not only the expectations of the Afro-pessimists. More than 3 million people filled world class stadiums with a rare generosity of spirit. Perceptions and prejudices about Africa were upended around the world.

Zuma said: "This has been a truly inspiring, moving and uplifting month. Well done South Africa." Machel, promoting the 1Goal education for all campaign, captured the mood: "Well done, South Africa! Did you realise how enthusiastic we can be? Did you realise how our security and safety improved this month? Road accidents, criminals, everything dropped. We even had those courts able to solve issues in record time. We can make it. Yes, we can!"

The Sunday Independent declared it was Africa's greatest moment, adding: "Cost of tournament: R40bn. Hosting the best one: Priceless." An advert for bank FNB said simply: "Today this is the greatest country in the world."

But what of tomorrow? What comes after the greatest show on earth? The World Cup was six years in planning and came to define the national agenda and daily conversations from townships to vineyards. Over the month it has put South Africa at the centre of global attention.

"I think there'll be huge post-World Cup blues on Monday," said Danny Jordaan, the tournament's chief organiser, reaching the end of a personal odyssey of 16 years. "There'll be a great sense of loss. It's like you've had a huge party, and then there's the morning after."

But there is a legacy. "Just 20 years ago we were a society entrenched on a racial basis by law," said Jordaan. "Black and white could never sit together in stadiums, go to the same school, or play in the same football team. Within 20 years, we saw white supporters having their faces painted in the Ghana colours, supporting young Africans."

"That's something this World Cup has brought: nation building and social cohesion. People walked tall. They were very proud of this country. They were told over many years, you are inferior, you cannot do these things because of our history. So that was a psychological barrier the nation crossed: the world is saying this may be the best ever World Cup and this was an African World Cup."

Jordaan, president Jacob Zuma and Archbishop Desmond Tutu have been reaching for superlatives to describe this transformative moment. They have made comparisons with the release of Nelson Mandela from prison 20 years ago and the country's first democratic election in 1994.

But they may not want to push the analogy too far. The euphoric optimism of the early Nineties was so unrealistically high that the only way was down. Many South Africans have since become disillusioned about political corruption and cronyism, a chronically slow response to the HIV/Aids epidemic and the failure to lift millions out of poverty.

There is now anxiety among South Africans about a similar jolt from what has been a delirious dream. How can the feelgood momentum be sustained? Jordaan said: "I was talking to people on the fan walk in Cape Town and that was the question they asked. They said, 'Can't you bring another World Cup? How do we capture the World Cup atmosphere and make that the life of South Africans on a permanent basis?'

"There is a sense of pride and achievement. We'll have to see how we will ensure that pride is not the pride of 90 minutes in a World Cup but a permanent feature. Some people say find it in the hosting of the Olympics, find it another big event. I think we must find it in addressing some of the issues - housing, health, education, economic growth. We have to come together to deal with some of these issues."

Not everyone shared in the World Cup honeymoon. Some missed the games because they had neither TVs nor electricity. People still died from Aids, or in poverty, or at the hands of criminals. The voices of dissent, marginalised during the month-long jamboree, are returning to the fore: if we can spend billions on football grounds, [why can we not build houses for the homeless or hospitals for the sick?](#) They wonder why it took Fifa, an immovable deadline and a worldwide audience to concentrate minds.

Patrick Bond, director of the Centre for Civil Society, which ran a [World Cup Watch project](#), said: "The elite have pulled off bread and circuses for the masses. We live in one of the most unequal societies in the world, and we've just seen an amplification of that inequality. The costs will become increasingly clear."

There are fears that an ugly side of patriotism is about to reveal itself with rumours of a fresh wave of [xenophobic attacks on foreign nationals](#). Mindful of the violence that left 62 people dead two years ago, some are already fleeing back to their home countries or South Africa's rural areas. The army is on the streets and last week Reason Wandi, a Zimbabwean, [told how he was thrown from a moving train](#).

South Africans are accustomed to riding incredible highs and apocalyptic lows. They will go to work tomorrow knowing their moment in the sun has passed, and wondering with some anxiety what awaits in the shade. But there will also be some lingering epiphanies and quiet satisfaction at what they achieved.

Dennis Davis, a leading judge, said: "I think it would be insane for South Africans not to feel proud, particularly because of so much Afro-pessimism and so much negativity, that we've been able to pull this off in extraordinary way. It has been an unbelievable month."

"For me, what comes out of this, is how do we - without an event, without an imposition of a deadline - capture the joy and spirit and community? How do we actually translate that into something beyond a month? Why should it not be possible to do it on a more permanent basis?"

LE TEMPS Afrique L'Afrique du Sud a changé son image avec la Coupe du monde

Ram Etwareea



(Photo: afp)

mercredi 14 juillet 2010

Des Sud-Africains basés à Genève détaillent comment le pays a bénéficié de l'événement sportif en termes d'investissements, de cohésion et de confiance nationale. Le Mondial, aussi une réponse à l'afro-pessimisme

Mais qui a gagné la Coupe du monde? L'Afrique du Sud, bien sûr. «Après quatre ans de préparation et un mois de compétition, nous récoltons les fruits de notre enthousiasme, déclare d'emblée Beulah Naidoo, diplomate sud africaine en poste à Genève. En dehors des investissements pour les infrastructures sportives, mais aussi les routes, rails et autres facilités, le pays s'est créé une belle réputation.»

«Le fait que la Coupe du monde ait eu lieu sans anicroche majeure est un message aux investisseurs et aux touristes étrangers», ajoute la Sud-Africaine Razia Essack-Kauarria, haut cadre international, basée à Genève. «Souvenez-vous, il y a deux ans, l'Australie s'était déclarée prête à accueillir le Mondial 2010, en disant que la sécurité n'était pas garantie en Afrique du Sud et que les stades ne seraient jamais prêts à temps...» ajoute Beulah Naidoo.

Selon la banque Syz, l'Afrique du Sud a dépensé près de 6 milliards de francs pour accueillir la fête du football, un peu moins de 2% de son produit intérieur brut annuel. Ces investissements ont apporté 0,5% à la croissance de l'économie au cours des trois dernières années. «La publicité faite au pays, sous réserve que l'événement ne soit pas entaché par des problèmes majeurs, liés à la sécurité notamment, pourrait avoir comme conséquence une hausse du tourisme, le vecteur le plus probable de répercussion positive durable sur l'économie», estimait la banque suisse en mai.

«Nous avons relevé, non seulement en termes d'infrastructures, mais aussi de sécurité et de cohésion nationale, un défi, poursuit Razia Essack-Kauarria. Nous avons construit un atout que les investisseurs locaux et étrangers prendront en compte à l'avenir. Nous avons prouvé que nous sommes une économie émergente, moderne, capable de respecter les délais et nos engagements.» Pour elle, l'Afrique du Sud est prête pour accueillir les Jeux olympiques de 2020, après ceux du Brésil en 2016 et de Londres en 2012,

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

Bon pour l'Afrique

«L'Afrique du Sud a donné sa réponse à l'afro-pessimisme ambiant, notamment en Europe», renchérit Beulah Naidoo. Pour preuve, l'agence Standard & Poor's vient de relever la note du pays à BBB+. La confiance des consommateurs et des investisseurs sud-africains ont augmenté de 2,8% en mai.

«On nous reprochera d'avoir construit des stades alors que les investissements manquent dans des programmes de logement ou de création d'emplois, poursuit la diplomate. L'Etat s'en occupe depuis longtemps. Il n'empêche que la Coupe du monde a donné une impulsion à l'économie.» Selon elle, plusieurs milliers d'emplois ont été créés ces dernières années. Les Sud-africains ont aussi appris de nouvelles professions et de l'expérience. Le pays compte l'un des taux de chômage parmi les plus élevés au monde: 25%.

L'Afrique du Sud a aussi remporté la Coupe du monde en matière de cohésion nationale. Selon Bethwell Tiba, autre diplomate sud-africain basé à Genève, les divisions issues du système de l'apartheid ne sont de loin pas disparues, mais le Mondial a brisé beaucoup de murs. «Nous sommes aujourd'hui un peu plus unis. Blancs et Noirs ont chanté l'hymne national d'une seule voix et ont dansé ensemble dans les rues, dit-il. C'est un apport non négligeable pour construire l'avenir.»

Enfin selon Beulah Naidoo, au-delà de l'Afrique du Sud, c'est l'ensemble de l'Afrique qui a bénéficié de l'élan du Mondial «Notre message est clair: nous avons les compétences, nous avons les matières premières. Nous pouvons faire progresser le continent», conclut-elle.

Chine-Nouvelle.com Afrique L'Angola souhaite établir une relation de partenariat stratégique avec la Chine

LE 08.07.2010 À 19:47 | © 2010 CHINE NOUVELLE

Le ministre d'Etat angolais Carlos Maria da Silva a déclaré jeudi à Luanda que son pays envisageait d'établir une relation de partenariat stratégique avec la Chine, compte tenu du développement rapide des relations économique et commerciale entre les deux pays ces dernières années. Lors d'une rencontre avec le vice-ministre chinois du **Commerce** Chen Jian, le ministre d'Etat angolais a dit que l'**Angola** félicitait les investissements de la Chine et sa participation dans les projets de reconstruction, en particulier les projets d'infrastructures visant à faire de l'**Angola** une plaque tournante de transport dans l'Afrique de l'ouest, en raison de position géographique favorable.

M. Chen a dit de son côté que la Chine souhaitait renforcer ses relations économique et commerciale avec l'**Angola** et la coopération bilatérale dans différents domaines, dont les mines, le pétrole, la construction, et l'agriculture. M. Chen effectue actuellement une visite de travail en **Angola**.

Chine-Nouvelle.com Afrique SOUDAN La Chine et le Soudan s'engagent à renforcer leur coopération agricole

LE 08.07.2010 À 07:21 | © 2010 CHINE NOUVELLE

Zhou Yongkang, membre du Comité permanent du Bureau politique du Comité central du Parti communiste chinois (PCC), a rencontré jeudi une délégation du parti du Congrès national soudanais au pouvoir et a appelé à davantage de coopération agricole entre les deux pays.

Il a félicité le vice-président du Congrès national soudanais Nafi'a Ali Nafi'a pour le succès de son parti dans les premières élections multipartites au **Soudan** depuis 1986.

Zhou Yongkang, qui avait visité le **Soudan** en 2009, a déclaré que depuis l'établissement des relations politiques il y a plus de 50 ans, les deux pays ont maintenu l'étroite **coopération** politique, économique et culturelle, en particulier dans les domaines du pétrole et de l'irrigation.

Il a ajouté que la Chine était prête à renforcer la **coopération** avec le **Soudan** sur le développement agricole, l'exploitation minière et le chemin de fer, dans le but de faire avancer le développement stable, global et à long terme des relations amicales sino-soudanaises.

Nafi'a a pour sa part déclaré que la Chine était toujours un véritable ami du **Soudan**. Il a apprécié le soutien et la contribution que la Chine a accordés au **Soudan** en matière de maintien de la paix, de développement économique et d'élévation du niveau de vie du peuple soudanais.

Afrique BENIN Placement d'argent au Bénin - De l'espoir au cauchemar

Lundi, 12 Juillet 2010 15:38 - Cotonou, Bénin - Considérée depuis quelques mois comme le seul moyen de s'enrichir sans trop se tracasser au Bénin, la filière du placement d'argent sombre dans une crise sans précédent avec des conséquences politico-juridiques, suite à la cessation de remboursement des intérêts par la plus célèbre de ces structures, ICC Services.

Le limogeage du ministre de l'Intérieur et de la Sécurité publique, Armand Zinzindohoué, un des plus fidèles collaborateurs et corréligionnaire du président béninois, et du procureur général, Constant Amoussou, en rajoute à l'inquiétude des Béninois désormais habitués aux scandales qui éclaboussent souvent leurs dirigeants en fin de mandat.

Le souvenir de l'affaire Hamani Tidjani, du nom du receleur nigérien de véhicules haut de gamme, qui avait étendu ses tentacules aux hauts gradés de l'armée et aux proches du président de la République d'alors (Mathieu Kérékou), est encore vivace dans la mémoire des Béninois pour qui le dossier des sociétés illégales de placement d'argent n'a pas fini de révéler tous ses contours.

Opération d'entraide et de solidarité entre membres d'une confession religieuse au départ, l'activité de collecte, d'épargne et de placement d'argent a considérablement évolué pour finir par installer les Béninois dans un eldorado où travailler n'était plus nécessaire.

Pour vivre décemment jusqu'à la fin de ses jours, il suffit simplement de placer un capital et les intérêts générés vous mettent à l'abri du besoin, surtout avec une mise importante.

Ces structures qui n'ont pas reçu l'autorisation préalable du ministère des Finances et de l'Economie en charge du contrôle du secteur financier, ont réussi à prospérer au détriment des banques avec des taux dépassant les 50% par trimestre soit 200 pour cent l'an. Elles recrutent leurs clients dans toutes les couches de la société et catégories professionnelles de tous les secteurs.

Des opérateurs économiques y ont investis leur capitaux, d'autres ont retiré tous leurs avoirs des différentes banques pour les confier à ces structures, des biens ont été vendus pour s'y inscrire, des comptables de sociétés, même publiques, y ont fait transiter des fonds de caisse ou des fonds destinés à payer des prestataires, faisant retarder le délai de paiement.

Un groupe de jeunes entrepreneurs avouent y avoir mis le fruit de cinq années de consultations au plan international et espéraient en fin d'année, récupérer le pactole pour s'installer à leur propre compte.

Omar O, lui, a interrompu sa brillante carrière dans un office public pour se faire embaucher par ICC services avec un salaire mensuel qu'il ne peut gagner en un an de travail chez l'employeur public.

Sabine, elle, a claqué la porte du bureau d'avocats où elle était secrétaire de direction après avoir versé les rappels de ses primes et économies de quinze ans de dur labeur sur plusieurs comptes.

Propriétaire depuis 10 ans d'un célèbre maquis dans le centre-ville de Cotonou, Octave B. se retrouve aujourd'hui sans un centime en banque pour avoir trop misé sur les intérêts mirobolants proposés par "ICC services" et d'autres structures de placement d'argent.

Comme Octave, Serge, pourtant connu pour son sens du discernement, a mordu à l'hameçon des "faiseurs de riches". Il ne se pardonnera jamais d'avoir vendu son immeuble, pourtant bien situé en plein cœur de Cotonou pour investir dans l'une des sociétés en cause.

L'appât du placement d'argent n'a pas épargné les gros calibres qui, eux, ne pouvant exprimer leur détresse dans la rue comme les petits épargnants, tirent les ficelles dans l'ombre.

Après le boom du cacao dans les années 80, celui des véhicules d'occasion il y a encore quelques années, la filière de placement d'argent a fait rêver des Béninois et pas des moindres jusqu'à l'éclatement de la bulle marqué par la cessation de remboursement des intérêts par ICC services, la plus célèbre de toutes.

Cette activité a fait naître une nouvelle catégorie de riches qu'on ne voit plus "bêcher ni moissonner au soleil", mais qui promènent leurs opulence de manifestation en manifestation, grâce aux devises engrangées dans le placement d'argent.

Les témoignages des premiers clients qui ont réalisé des bénéfices énormes, les actions sociales des responsables, renforcées par une forte médiatisation, ont aidé à convaincre plus d'un Béninois, même parmi les plus sceptiques.

L'audience accordée par le chef de l'Etat à certains responsables des sociétés de placement, la présence de ministres aux différentes manifestations des sociétés, les photos du président de la République et du chef mondial de l'église du christianisme céleste (Benoît Agbaossi, décédé en mai dernier) accrochées au mur de certaines agences de ces structures, ont fini par convaincre un plus grand nombre.

La période faste n'a duré que le temps d'un feu de paille, le désenchantement s'est vite installé avec l'engouement de plus en plus croissant de nouveaux adhérents, aspirant à la richesse. Au fur et à mesure que les clients se bouscuaient aux portes des agences, et que les dépôts se faisaient, les délais de remboursement se prolongeaient progressivement jusqu'à cessation de paiement.

Les responsables de la société qui, jusque-là, étaient accueillis comme des sauveurs au regard de leurs actions sociales dans plusieurs localités béninoises, sont interpellés et vilipendés à travers les médias, des sit-in et marches de protestations.

Devant l'ampleur prise chaque jour par les manifestations sociales, le gouvernement qui, jusque-là feignait de n'être informé de rien, s'est saisi du dossier et a pris des mesures dont l'interpellation et la mise en résidence surveillée des responsables de ICC services, le gel de leurs avoirs et la mise sous scellés des avoirs de toutes les sociétés de placement.

Entre autres mesures, figurent l'interdiction provisoire des activités des sociétés illégales de placement d'argent, le limogeage du procureur général et du ministre de l'Intérieur et de la Sécurité publique.

A l'instar de l'affaire Hamani Tidjani sous le président Mathieu Kérékou, la crise des sociétés de placement d'argent, avec l'implication de personnalités politico-juridiques vient porter un coup dur au pouvoir du président Yayi, à huit mois de la fin de son premier mandat, d'autant que le dossier n'a pas encore livré tous ses contours.

PANA PRESS

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

De jeunes volontaires américains ont quitté à la hâte les villages du Yatenga, dans le nord du pays, après avoir été informé que des islamistes préparaient des enlèvements dans la région. Jusque-là épargnés, les Burkinabés craignent de devenir une nouvelle cible d'AQMI.

12.07.2010 | San Evariste Barro | [L'Observateur Paalga](http://L'Observateur.Paalga)

Fin de mission prématurée pour les Peace corps (Volontaires du Corps de la paix) américains à Ouahigouya. Selon des informations concordantes, dans la nuit du jeudi 1er juillet 2010, tous les jeunes volontaires ont été rappelés dare-dare des différents villages du Yatenga. Rassemblés dans la cité de Naba Kango, c'est sous bonne escorte militaire qu'ils ont quitté cette ville le lendemain matin. La raison de ce départ sur la pointe des pieds est connue. Des militants de la nébuleuse Al-Qaida s'apprêteraient à y prendre en otages des Occidentaux, notamment des compatriotes de Barack Obama. Curieusement, les autorités américaines et burkinabè sont restées muettes sur le sujet. Cette omerta intrigue d'autant plus que c'est la première fois que le réseau d'Oussama Ben Laden menace de mener des expéditions en terre burkinabè par le biais de sa branche maghrébine, Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI), qui officie généralement dans les déserts algérien, malien, nigérien et mauritanien.

Une chose est sûre, l'efficacité du réseau d'information des Américains est telle qu'il n'y a pas de place au doute quant à la véracité et au sérieux des renseignements ayant conduit l'Oncle Sam à procéder au rappel des volontaires. Jusque-là, cette zone du Faso semblait une enclave de quiétude, un îlot épargné par les djihadistes dans la bande sahélo-sahélienne. Alors, qu'est-ce qui a bien pu amener ces "fous d'Allah" à s'intéresser à la terre des hommes intègres [Burkina Faso signifie littéralement pays des hommes intègres] pour y mener des attaques ? On peut retenir trois hypothèses.

La première pourrait être le rapprochement entre le Burkina Faso et les Etats-Unis. Après une longue période de froid, les relations entre Ouagadougou et Washington se sont réchauffées au cours de cette dernière décennie. Pour preuve, le Burkina a été déclaré éligible à nombre de programmes et d'aides américains. AQMI aurait menacé de frapper dans la région de Ouahigouya afin d'amener le Burkina à réviser ses liens avec le gendarme du monde. La deuxième hypothèse pourrait être la résultante des médiations et négociations assurées par le président du Faso, Blaise Compaoré, dans les affaires de prise d'otages dans la bande sahélo-saharienne [et notamment lors de la libération du Français Pierre Camatte]. Le président a montré lors de ces négociations qu'il avait des liens avec les islamistes qui écument le désert. Le troisième postulat pourrait être qu'AQMI soit tout simplement en train de profiter de la porosité des frontières pour étendre son théâtre d'opérations dans la zone désertique du Sahel. Cette menace des partisans de Ben Laden sonne en tout cas le glas d'une époque, celle où le Burkina Faso se sentait à l'abri des menaces islamistes.

Chine-Nouvelle.com Afrique MALI Visite à Bamako d'une délégation de la commission d'audit de la Chine

LE 06.07.2010 À 13:48 | © 2010 CHINE NOUVELLE

Une importante délégation de la commission d'audit de la République populaire de la Chine séjourne actuellement au Mali.

Conduite par M. Zhang Bingong, elle a eu une séance de travail avec le Bureau du Vérificateur général (BVG) du **Mali** dans la journée lundi.

"Cette séance de travail nous a permis de partager nos préoccupations et acquis avec nos amis chinois et de nous inspirer de leur expertise", a souligné à la presse nationale le Vérificateur général Sidi Sosso Diarra.

Pour lui, les progrès que la Chine a réalisés dans tous les domaines, particulièrement en matière de bonne gouvernance, suscitent l'admiration du **Mali**.

Créé le 1er avril 2004, le BVG a pour mission la vérification financière de toutes les opérations de dépenses portant sur des fonds publics.

Selon M. Diarra, son bureau reçoit mensuellement une soixantaine de plaintes venant de diverses entités, dont des citoyens dépités par le gaspillage au niveau de certains services. Le rapport 2009 du BGV sera remis au président de la République, au Premier ministre, au président de l'Assemblée nationale avant la fin de ce mois.

Le chef de la délégation chinoise, M. Zhang Bingong, a souhaité le maintien du contact entre les deux institutions ainsi que leur étroite collaboration afin de s'inspirer des expériences mutuelles.

La **visite** de la commission d'audit fait suite à un voyage d'études que le BVG a effectué en Chine, il y a quelques mois.

Chine-Nouvelle.com Afrique Mozambique- Chine renforcement de la coopération dans plusieurs secteurs

LE 05.07.2010 À 07:11 | © 2010 CHINE NOUVELLE

Le gouvernement mozambicain a choisi l'énergie, l'agriculture, les ressources naturelles et le tourisme comme principaux secteurs de sa coopération avec la Chine, a déclaré dimanche le ministre mozambicain des Finances, Manuel Chang. **Au cours d'un entretien accordé à l'agence Xinhua, M. Chang a indiqué que son pays cherche à intensifier la coopération avec la Chine, en particulier dans lesdits domaines. Pour le moment, le Mozambique est satisfait par le fait que les relations bilatérales se développent, a-t-il déclaré.**

"Nous voulons renforcer les relations pendant la visite de trois jours au **Mozambique** de la délégation chinoise dirigée par le vice-ministre chinois du Commerce, Chen Jian, qui devrait arriver ici jeudi prochain", a-t-il affirmé. Au cours d'un séminaire commercial ayant pour thème : "Maximiser les synergies des opportunités commerciales avec la **Chine**", le président de la Confédération des associations commerciales mozambicaines, Salimo Abdula, a invité les hommes d'affaire chinois à investir dans son pays, dans le secteur agricole en particulier. Il a souligné qu'il y a eu une croissance substantielle des investissements chinois au **Mozambique** ces dernières années, dont le volume a atteint 526 millions de dollars américains en 2009.

La délégation chinoise au séminaire commercial est dominée par les compagnies de construction, telles que Shanghai Construction Group, Beijing Construction Engineering Group International, China Road et Bridge Corporation (CRBC), China Civil Engineering Construction Corporation (CCECC), China Railway Group Limited (CREC), CGGC International, China Gszhouba (Group) Corporation (CGGC) et CITIC Construction Co, Ltd. Les entreprises chinoises participent activement aux travaux d'infrastructure au **Mozambique**, tels que la construction du nouveau stade national, l'élargissement et la modernisation de l'aéroport international de Maputo, la réhabilitation des systèmes d'approvisionnement en eau dans plusieurs villes, ainsi que la reconstruction d'une partie de l'autoroute Nord-Sud. La mission commerciale intervient suite à la visite en **Chine** du Premier ministre mozambicain, Aires Ali.

Vendredi dernier, le président mozambicain, Armando Guebuza, a reçu dans son bureau M. Chen, qui dirige une délégation de 46 membres, intéressés par des investissements dans le pays africain. A l'issue de l'entretien, M. Chen a déclaré : "Nous avons discuté de l'approfondissement des relations bilatérales. Les domaines concernés sont le commerce, l'agriculture, les ressources minérales et les infrastructures".

Selon son agenda, la délégation devrait également rencontrer une équipe regroupant le ministre des Finances, Manuel Chang, la ministre des Ressources minérales, Esperanca Bias, le ministre de la Science et de la technologie, Venancio Massingue, et le ministre de l'Industrie et du Commerce, Antonio Fernando. Beaucoup d'hommes d'affaires mozambicains sont satisfaits de la participation des entreprises chinoises à divers projets de développement du pays. "Je crois que la **Chine** fera beaucoup de contributions dans le développement économique de notre pays", a commenté Agostinho Macuacua, un fermier du sud. Mario Muanque, un autre fermier, a indiqué qu'"avec les expériences asiatiques, nous réaliserons nos objectifs dans le cadre de la lutte contre la pauvreté et la famine." Il y a deux ans, les gouvernements mozambicain et chinois ont décidé que les lycéens mozambicains pourraient apprendre le chinois dans les lycées du pays. "Il est toujours bon de connaître d'autres langues et le chinois ne fait pas exception", a affirmé John Ndembeka, guide touristique de profession. "Si les touristes chinois arrivent ici, nous allons présenter les choses directement en chinois, sans interprète", a-t-il conclu.

Chine-Nouvelle.com Afrique DARFOUR Un émissaire chinois appelle les parties au conflit à trouver une solution pacifique au Darfour

LE 04.07.2010 À 20:10 | © 2010 CHINE NOUVELLE

L'envoyé spécial chinois au Darfour, Liu Guijin, a appelé dimanche les parties au conflit au Darfour à faire en sorte de trouver une solution pacifique au conflit via le forum de négociation de Doha.

"Le seul moyen de résoudre le problème au **Darfour** est de passer par les négociations pacifiques, par le processus politique ; tout boycott du processus politique, toute décision de rester en dehors du processus politique n'est pas acceptable, n'est pas favorable à la **paix** et à la résolution du problème", a déclaré Liu Guijin aux journalistes après sa rencontre avec Ghazi Salahuddin, officiel du gouvernement soudanais en charge du dossier du **Darfour**, dimanche à Khartoum. L'officiel chinois a souligné que la Chine soutient les négociations de **paix** de Doha, déclarant : "Nous n'avons jamais cessé de soutenir le processus politique à Doha. Toutes les parties devraient en faire partie".

Il a par ailleurs appelé la communauté internationale à soutenir le Soudan pour trouver une solution pacifique à la question du **Darfour**, soulignant qu'il "est temps pour la communauté internationale de travailler en étroite collaboration avec le gouvernement du Soudan, avec tous les acteurs concernés, pour trouver une solution pacifique". M. Liu a ensuite réitéré le soutien de la Chine à la **paix** au Soudan, au nord comme au sud, indiquant : "Nous continuerons d'être le partenaire de développement du Soudan, de tout le Soudan, pas seulement du nord mais aussi du sud. Nous sommes prêts à travailler avec tous les acteurs pour la **paix**, non seulement au **Darfour** mais également dans le sud du Soudan". L'officiel du gouvernement soudanais responsable du dossier du **Darfour**, Ghazi Salahuddin, a pour sa part affirmé l'importance du soutien de la Chine pour le processus de **paix** au **Darfour**.

"La Chine est un pays ami qui soutien l'unité et la stabilité du Soudan, et c'est pourquoi, les activités de l'envoyé chinois montrent le niveau de cette relation", a déclaré M. Salahuddin aux journalistes après sa rencontre avec Liu Guijin. "L'envoyé chinois joue un rôle positif dans les efforts en cours pour résoudre le conflit au **Darfour**. Nous remercions la Chine pour son soutien face aux problèmes au Soudan", a-t-il poursuivi.

Il a ajouté que sa rencontre avec l'envoyé chinois a porté sur les développements au **Darfour** et la nouvelle stratégie du gouvernement pour enrayer le conflit régional via les négociations politiques à Doha, capitale du Qatar. L'officiel soudanais a réitéré les engagements de Khartoum pour atteindre une solution pacifique au conflit du **Darfour**, mais a souligné que "les négociations en cours à Doha ne peuvent durer éternellement. D'autres sujets comme le référendum au Sud Soudan occuperont bientôt l'arène politique. C'est la raison pour laquelle on doit mettre fin au conflit au **Darfour**". Le représentant chinois est arrivé samedi à Khartoum dans le cadre d'une visite de plusieurs jours au Soudan afin de rencontrer un certain nombre d'officiels du gouvernement soudanais. Liu Guijin devrait participer à une réunion organisée pour les représentants des cinq Etats-membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU qui aura lieu à El Fasher, capitale de l'Etat du **Darfour** Nord, lundi. Cette réunion réunira également les représentants de l'Union européenne, de la Ligue arabe et de l'Union africaine, et discutera des moyens pouvant mettre fin au conflit du **Darfour**.

Chine-Nouvelle.com Afrique SOUDAN La Chine tient à la stabilité et à la paix au Soudan (envoyé spécial)

LE 04.07.2010 À 13:56 | © 2010 CHINE NOUVELLE

La Chine tient à la stabilité et à la paix du Soudan et souhaite que le référendum dans le sud du Soudan soit organisé de manière calme et crédible, a déclaré l'envoyé spécial de Chine au Darfour, Liu Guijin, actuellement en visite dans la région.

"Nous tenons à la stabilité et à la paix au Soudan. Nous souhaitons voir le référendum au Sud du Soudan s'organiser d'une manière calme et crédible, car il est dans l'intérêt du Soudan et sert à la stabilité dans la région", a indiqué M. Liu à des journalistes au terme d'un entretien avec le ministre soudanais des Affaires du cabinet, Luka Biong.

"La Chine, en tant que membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, oeuvrera de concert avec la communauté internationale, les pays de la région et les deux partis de l'Accord de paix globale (CPA), soit le Parti du Congrès national (NCP) et le Mouvement de libération du peuple soudanais (SPLM), pour maintenir la paix et la stabilité et soutenir le développement dans ce pays", a-t-il ajouté.

L'envoyé spécial chinois est arrivé samedi à Khartoum pour une visite de plusieurs jours destinée à faire connaissance des plans du nouveau gouvernement soudanais concernant la paix au Darfour ainsi que les progrès enregistrés dans l'application du CPA, signé entre le nord et le sud du Soudan.

Evoquant le problème du Darfour, M. Liu a souligné l'importance de trouver une solution pacifique au conflit au Darfour.

"Le problème du Darfour ne peut être réglé que par des négociations politiques et une large participation de toutes les parties au conflit dans le processus de paix", a-t-il déclaré.

Luka Biong a indiqué pour sa part que le gouvernement soudanais comptait sur le rôle de la Chine de soutenir les deux partenaires gouvernementaux dans l'application des articles restants du CPA et l'organisation du référendum à la date fixée.

"Le nouveau gouvernement a élaboré un programme de travail afin de mettre en application le CPA, d'organiser le référendum et d'élaborer les projets de développement dans le sud. Nous souhaitons un rôle de Chine qui nous aidera à atteindre cet objectif", a-t-il indiqué.

Chine-Nouvelle.com Afrique Economie AUTOMOBILE Informations économiques en Chine : ventes des camions par la FAW à l'Afrique

LE 06.07.2010 À 09:24 | © 2010 CHINE NOUVELLE

Voici des brèves d'informations économiques en Chine :

Vente de camion par la FAW à l'Afrique

La First **Automobile** Works (FAW), un des constructeurs automobiles majeur de la Chine basé à Changchun, capitale de la province du Jilin (nord-est), a livré 325 camions moyens et lourds à l'**Afrique**, a annoncé mardi l'entreprise **automobile**.

Il s'agit du premier lot des 1 400 unités de véhicules que la FAW s'est engagée à livrer à l'**Afrique**.

La FAM a établi une usine d'assemblage en 1992 en Tanzanie et une base d'assemblage en **Afrique** du Sud en 1995. Les réseaux de ventes de la FAW se répartissent actuellement dans 11 pays africains, couvrant presque tout le continent.

Brilliance Auto exploite le marché africain

Brilliance Auto, une entreprise basée à Shenyang, la capitale de la province du Liaoning (nord-est), a signé un accord avec le Fonds de développement sino-africain portant sur l'établissement conjoint de la China Brilliance Investment Co., Ltd..

Grâce à cette nouvelle entreprise, Brilliance Auto élargira ses parts sur le marché des voitures et minibus sous les noms de marques Brilliance et Jinbei, en Egypte et dans les autres pays d'**Afrique**.

Brilliance auto compte ainsi faire passer sa production annuelle en Egypte de 10 000 véhicules actuellement à quelques 30 000 unités

13/07/2010 à 16h:03 Par Stéphane Ballong



De la Sierra Leone à la Centrafrique, la hausse de la facture pétrolière contraint les États à adopter une politique de « vérité des prix ». À la pompe, les tarifs montent. La colère des consommateurs aussi.

Mardi 22 juin, à Lomé. La capitale togolaise est le théâtre de violentes manifestations des conducteurs de taxi, de moto-taxi... Dans plusieurs quartiers, des pneus brûlent et des barricades sont dressées sur les principaux axes de la ville, restés paralysés pendant plusieurs heures. À l'origine de cette montée soudaine de colère qui a dégénéré en affrontements avec les forces de l'ordre (bilan : trois morts de sources syndicales, un selon le ministère de l'Intérieur), la hausse des prix à la pompe des produits pétroliers. Une augmentation elle-même provoquée par la suppression, le 18 juin, des subventions que l'État accordait jusque-là à ces produits. Ainsi, le super sans plomb est passé de 505 à 580 F CFA (de 0,78 à 0,88 euro), le gasoil de 500 à 575 F CFA, et le pétrole lampant de 390 à 475 F CFA. Seul le prix du gaz butane est resté inchangé.

Pour appeler ses concitoyens à la compréhension, Kokou Gozan, le tout nouveau ministre togolais du Commerce et de la Promotion du secteur privé, explique : « Le Togo n'a plus les moyens de sa politique de subventions, qui a créé d'importantes dettes vis-à-vis des sociétés pétrolières. » Selon le gouvernement, plus de 3 millions d'euros sont dépensés chaque mois pour contenir les prix des carburants. Et cette situation devenue insoutenable pénaliserait de plus en plus le budget de l'État. « L'approvisionnement du pays et la continuité des activités économiques ont bien souvent été dangereusement menacés », ajoute le ministre. Il était donc temps, selon lui, de s'orienter vers « une politique de vérité des prix ». C'est-à-dire une répercussion sur les consommateurs de la hausse des prix du pétrole sur les marchés internationaux.

Des pertes pour l'État

Alors que le mécontentement monte au Togo, d'autres États africains se heurtent aux mêmes difficultés. Ainsi, les autorités sierra-léonaises ont annoncé, elles aussi, deux jours après celles du Togo, la fin des subventions. Conséquence : le consommateur sierra-léonais devra désormais déboursier quelque 1 000 leones (0,21 euro) de plus pour acheter son litre de carburant. Dans ce pays d'Afrique de l'Ouest qui se

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

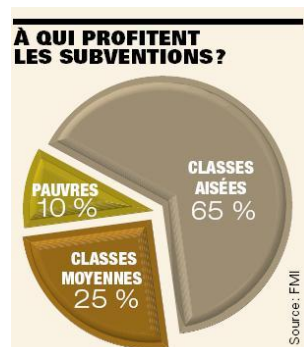
Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

remet progressivement de plus d'une décennie de guerre civile, le gouvernement affirme que la politique de subventions est devenue économiquement non viable. Le montant qu'il alloue pour maintenir des prix des carburants accessibles aux plus pauvres ne cesse de croître. D'après les chiffres officiels, il est passé de 3,9 millions d'euros en 2008 à 7,8 millions d'euros en 2009, soit une augmentation de près de 100 % en un an.

Un mois avant le Togo et la Sierra Leone, c'était la Centrafrique qui optait pour cette même politique de « vérité des prix ». Une décision qui s'est traduite dans ce pays par des augmentations des carburants de 4 % à 7 %. Et, là aussi, face aux mécontentements des populations et des syndicats, les autorités avancent les mêmes arguments : les pertes causées par ces subventions à l'État.

Les pays producteurs aussi

En Mauritanie, au Sénégal, en Côte d'Ivoire et dans bien d'autres pays africains, le soutien apporté aux prix des carburants à la pompe est dans le collimateur. Même dans les économies les plus avancées du continent, la question se pose avec de plus en plus d'acuité. Au Maroc, ces subventions, qui représentaient 2,5 % du PIB en 2008, pourraient atteindre 3 % en 2010 et 2011. Ultime paradoxe, ce sont les pays producteurs de pétrole, comme l'Égypte, dont la facture pétrolière de l'année 2010-2011 sera de 10,6 milliards d'euros (+ 6 %), qui subventionnent le plus. « C'est effectivement problématique car cela représente autant d'investissements en moins pour le pays », affirme Ahmed Lahlimi, patron du Haut-Commissariat au plan (HCP), l'organisme marocain en charge des études économiques.



Reste que derrière leurs discours officiels, les gouvernements ne font que suivre les recommandations des institutions de Bretton Woods. Dans un rapport réédité en juin et intitulé « Subventions pétrolières : coûteuses, inéquitables et en progression », six économistes du Fonds monétaire international (FMI) dénoncent ces subventions et recommandent une libéralisation progressive des prix des carburants. Cette étude montre que les subventions, qui sont essentiellement appliquées dans les pays émergents et en développement, se chiffraient à plus de 50 milliards d'euros dans le monde en 2003. Elles devraient dépasser les 200 milliards d'euros cette année. Et si l'on inclut les exonérations fiscales que les États accordent aux sociétés, les économistes du FMI évaluent ce coût à 600 milliards d'euros, soit près de 1 % du PIB mondial ! Or, selon l'institution, les prix du pétrole vont rester élevés au cours des prochaines années, avec la reprise économique et la demande qui ira croissant.

Exonérations ciblées

Ainsi, pour les États africains confrontés à des dettes intérieures exorbitantes et en quête de ressources supplémentaires, le FMI et la Banque mondiale recommandent une limitation des subventions. Ces

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

institutions estiment par exemple que le Sénégal, dont la facture pétrolière a atteint la bagatelle de 343 millions d'euros en 2009, gagnerait à y renoncer. D'autant plus que l'État peine à honorer ses engagements vis-à-vis des entreprises privées. En Côte d'Ivoire, le blocage des prix à la pompe a plombé la Société ivoirienne de raffinage, principal fournisseur de carburants du pays, qui a accumulé des dettes de plus de 300 millions d'euros, à cause des impayés du gouvernement.

Selon le FMI, ces politiques sont à bannir car, de surcroît, elles ne profitent pas aux plus pauvres, initialement visés. En Afrique, plus de 65 % du total des subventions profitent aux classes les plus aisées (*voir infographie*) car elles sont les plus grandes consommatrices de produits pétroliers. Parmi les pistes évoquées, les économistes du FMI proposent, à défaut de les supprimer, de cibler les subventions. Par exemple, ils préconisent une exonération sur la consommation du pétrole lampant, plus utilisé par les plus défavorisés, et une taxation du diesel, auquel, toujours selon le FMI, les classes aisées ont davantage recours pour leurs automobiles, notamment les gros 4x4.

LES PAYS PÉTROLIERS SONT LES PLUS GÉNÉREUX	
PAYS	MONTANT DES SUBVENTIONS EN 2009 (en millions d'euros)
Égypte	9600
Algérie*	5000*
Nigeria	2500
Maroc	2500
Mali	350
Sénégal	340
Sierra Leone	9

Sources : FMI, AIE, Jeune Afrique
*2008

« Au lieu des subventions, ce sont des moyens permettant à ces classes défavorisées d'accroître leurs revenus qu'il faut mettre en place », estime pour sa part Ahmed Lahlimi. Selon lui, les consommateurs et l'appareil productif doivent découvrir tôt ou tard les réalités des marchés. Il juge que cela devrait se faire progressivement, comme dans le cas de certains produits alimentaires (huile) au Maroc. Autre piste exploitée au Mali et citée comme un bon exemple : alimenter un organisme spécialement dédié, en évitant de trop baisser les prix intérieurs lorsque les marchés internationaux sont favorables. Ensuite, via cette structure de stabilisation, accorder des aides ponctuelles aux consommateurs en temps de fortes hausses du cours de l'or noir.



Afrique « Fenêtre sur l'Afrique » 10 juillet consacrée commémoration 50 ans indépendance

11 juillet 2010 - Fenêtre sur l'Afrique du 10 juillet est consacrée à la commémoration des 50 ans d'indépendance des pays africains. L'actualité au Togo après l'élection présidentielle contestée a été aussi abordée avec l'intervention du journaliste Fabbi Kouassi. Les pays africains francophones sont-ils réellement indépendants après 50 ans de néocolonialisme ?

Quel est le bilan après 50 ans d'indépendance ?

M. Senen Codjo citoyen togolais et l'un des personnes ressources de la diaspora togolaise en France et M. Johnson Benangeni de la RDC sont intervenus dans cette émission et ont tenté de répondre aux questions de Sylvain Amos avec la collaboration de Romain Koudjodji. Fenêtre sur l'Afrique est une émission hebdomadaire diffusée sur Radio Kanal K en Suisse.



Afrique Françafrrique 500 km à vélo pour affirmer que « 50 ans de Françafrrique, ça suffit ! »

12 juillet 2010 - Partis de Lyon le samedi 3 juillet, la trentaine de cyclistes de la « course contre la Françafrrique » de l'association Survie arrivera mardi à Paris, juste avant les dictateurs africains invités avec leur armée le 14 juillet par l'Elysée à l'occasion des célébrations françaises du « cinquantenaire des indépendances ». Leur arrivée coïncidera avec le début de la manifestation « 50 ans de Françafrrique, ça suffit ! », à laquelle 75 organisations appellent à participer mardi 13 juillet à 18h à République.

Les déclarations de l'ex-ambassadeur Jean-Christophe Rufin permettent une nouvelle fois d'apporter un éclairage sur la centralisation par l'Elysée de la politique africaine de la France. C'est justement l'absence de contrôle démocratique de cette politique et ses dérives criminelles que dénoncent les participants de cette « course » atypique, qui entendent ainsi attirer l'attention sur le soutien constant des autorités françaises à certains des pires dictateurs du continent.

Cette caravane cycliste organisée par Survie a ainsi traversé le Rhône, plusieurs départements de Bourgogne, le Loiret et la Seine-et-Marne, en organisant chaque soir une projection-débat afin d'informer davantage les Français sur le scandale de la Françafrrique. En arrivant à Paris « avant les dictateurs », ce mardi 13 juillet, elle portera avec 75 organisations associatives, syndicales et politiques les revendications de l'appel à manifester le soi-même, sous le slogan « 50 ans de Françafrrique, ça suffit ».

Plus d'information sur le site de la course www.afrique2010.fr

Association Survie
210, rue St Martin
75003 Paris
Tél : 01 44 61 03 25
Fax : 01 44 61 03 20

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org



Afrique 50 ans de Françafrique ça suffit !

Lundi, 12 Juillet 2010 20:00

Le 14, les troupes des dictateurs défilent à Paris

Le 13 à 18 h de la Place de la République nous marchons contre la Françafrique.

Plus de 80 organisations africaines et françaises appellent à une manifestation contre la Françafrique le 13 juillet 2010. Le lendemain, 14 juillet fête nationale qui commémore la prise de la Bastille et la révolution française, Nicolas Sarkozy a convoqué à Paris les chefs d'Etat et des unités militaires de 14 pays francophones d'Afrique noire, prétextant le cinquantième anniversaire de leur indépendance.

Ces troupes dont plusieurs unités militaires ont du sang sur les mains en ayant participé aux massacres de leurs propres peuples battront le pavé devant les dictateurs de pays comme le Tchad, Togo, la Centrafrique, le Congo Brazzaville, le Gabon, le Burkina Faso, Djibouti ou le Cameroun.

Nous venons de remporter une première victoire: le criminel de guerre Noël Léonard Essongo, qui a conçu le plan Mouebarra de massacre de populations au Congo Brazzaville, vient de renoncer à diriger le défilé des COBRA, la milice responsable de ces massacres déguisée en unité militaire de l'armée congolaise.

Ce défilé militaire est une insulte aux peuples qui voient la misère s'accroître, les élections truquées ; leurs enfants obligés de s'exiler pour chercher du travail ou échapper à la torture et à la prison. Face à la Françafrique, ce mélange de réseaux douteux animé à l'Elysée par Robert Bourgi et Claude Guéant, face aux multinationales et à la politique du FMI et de la Banque mondiale, qui démantèlent les Etats et imposent le paiement de la dette aux peuples, face à la chasse aux sans papiers qui demandent leur régularisation, nos organisations appellent à manifester

Le 13 juillet à 18 h de la Place de la République jusqu'au Ministère de la Régularisation de Tous les sans papiers, rue Baudelique (métro Simplon) où aura lieu un Bal anticolonial à partir de 21 h.

Premiers signataires

- Burkina-Faso : Union pour la Renaissance/Parti Sankariste (UNIR/P- S ; Collectif de l'appel Justice pour Sankara, Justice pour l'Afrique, Mouvement des Sans Voix Burkina (MSV-Burkina)
- Cameroun : Union des Populations du Cameroun, CODE (Collectif des Organisations Démocratiques et Patriotiques de la Diaspora Camerounaise), CNR-MUN (Conseil National pour la Résistance - Mouvement Umnyobiste Cameroun/Allemagne) ;
- Comores : Coordination des Associations comoriennes (CAAC Comores)
- Congo Brazzaville : Fédération des Congolais de la Diaspora (FCD) , Collectif de Réflexion contre la Corruption et l'Impunité
- Côte d'Ivoire : Collectif des Ivoiriens de France (CIFI),
- Djibouti : ARD (Alliance Républicaine pour le Développement), ADD (Association pour la Démocratie et le Développement) , Uguta-Toosa , Comité des Femmes Djiboutiennes contre les Viols et l'Impunité ,
- Gabon : Plate - Forme de Veille et d'Actions pour le Gabon , Mouvement civique du Gabon, les Anges Gardiens du Gabon, Attac Gabon,
- La Réunion : Mouvman Antikolnialis Réniyoné (M.A.R)

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

- Madagascar : Collectif Gazy Tia Tanindrazana (GTT)
- Maroc : La Voie Démocratique
- Mauritanie : Assez de Coups d'Etats (ACE) , Union des Forces de Progrès (UFP)
- Niger : Collectif Areva ne fera pas la loi
- République Sahraouie: CORELSO,
- Tchad : Action Tchadienne pour l'Unité et le Socialisme/ Parti Révolutionnaire Populaire et Ecologique/ (ACTUS/PRPE), ANC Tchad
- Togo : MoLiTo (Mouvement du 4 mars pour la Libération du Togo), Sursaut Togo, Togo Futur,
- Comité Togolais de Résistance (CTR-Togo)
- Tunisie : PCOT, FTCT
- Amicale Panafricaine, Mouvement panafricaniste de Munich (AK Panafrikanismus München), La Plateforme Panafricaine
- Sortir du Colonialisme, Survie, AFASPA, ATTAC, MRAP, FASTI, CADTM France, Droits Devant, Collectif pour l'Avenir des Foyers (COPAF), CEDETIM, IPAM, ACCA - Agir aujourd'hui contre le Colonialisme, Collectif de Solidarité avec les Lutttes Sociales et Politiques en Afrique, Afriques en lutte, Association ARMADA, Respaix Conscience Musulmane (RCM), Réveil des Consciences, « 93 au cœur de la République » (Aubervilliers), Collectif Toussaint Louverture (Creil), Egalité Toulouse Mirail,31, Ecoles Tiers- mondes 46, CAPJPO, Fondation Frantz Fanon, Collectif Faty KOUMBA, ZEP, Association Culturelle des Travailleurs Immigrés de Turquie (ACTIT), DDIF, Union Pacifiste de France (UPF- IRG) , Mouvement des Quartiers (MQJS), Ministère de la Régularisation de Tous les Sans-papiers, CNT, Union Syndicale Solidaires
- Alternative libertaire, les Alternatifs, NPA, P.I.R, FASE, M.J.S. Parti de Gauche, PCF, Gauche Unitaire, Parti Communiste des Ouvriers de France (PCOF), R&P.S. (Régions et peuples Solidaires), Les Verts

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org



Mardi, 13 Juillet 2010 12:22 - **Le Lynx qui avait tenté vainement de le joindre ne le reverra plus. Il a passé toute sa vie à lutter. Dans sa lutte il n'a pas fait que des amis. Le pouvoir trentenaire de Paul Biya l'a mis dans ses geôles 126 fois en 30 ans, et dame nature est venue achevée le reste. Mort dans un accident de circulation aux États-Unis, Puis N'djawé était invité par la diaspora camerounaise pour trouver les voies et moyens pour que Paul Biya ne tripatouille pas la constitution déjà en pièces détachées pour les élections de 2011. Signe des temps, c'est aussi par un accident de circulation que en 2002, son épouse Jane Njawé (premières noces) est morte. Pius immortalisera son épouse en créant une association pour lutter contre les accidents de la route dans son pays.**

L'écrivain et opposant n'était pas la voix du Cameroun. Il était la voix de toute l'Afrique.

Il n'a que 22 ans quand il débute avec l'écriture après une formation de mécanicien. Il crée dans la foulée le Messenger qui va connaître son apogée quand Pius parle d'un « malaise » du chef de l'Etat camerounais Paul Biya en pleine coupe d'Afrique des nations. Crime de lèse majesté. Le pouvoir trouvera l'alibi en parlant de divulgation de fausses nouvelles. Arrêté et torturé, il sortira de la prison avec des pressions diverses venant des cris de la communauté internationale. Il me confiera au téléphone quand l'association Survie l'a invité en France que ce fut le plus grand moment de sa vie. Quand je lui demandai si il pensait que par l'écriture Paul Biya partirait un jour, il me répondit « Camus de deux choses l'une : Soit tu crois et tu luttas pour ce que tu crois, ou soit tu abduques et tu n'est pas alors autre chose que nos chefs d'Etat que tu dis combattre »

Grand écrivain, Pius ne lâchera pas son groupe Free Media Group, basé à Douala (sud, capitale économique) et qui emploie 46 personnes. Les contrats publicitaires d'Orange lui sont retirés sans raison sur les pressions des autorités de Yaoundé. Puis N'djawé ne se sentira jamais atteint en dépit de tous les problèmes financiers que le journal le Messenger courait. Au contraire sobre, sinon très sobre, il avait refusé toute cohabitation avec le dictateur du palais d'Etoundi. Très en colère avec les 500 morts au Togo pour que Faure devienne président, il le traitera dans un article d'une véhémence inédite, de « **fils infecte** ».

C'est dans cette lutte pour un Cameroun libre et prospère que le Grand Pius quitte la terre. Il rejoindra un autre grand africain que la dictature au Burkina a arraché aux hommes : Norbert Zongo. Que la terre te soit légère mon frère !

Camus Ali Lynx.info

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org



France Sarkozy prend des libertés avec les faits

En marge de ses déclarations sur les retraites, il a multiplié les approximations. Florilège.



Face à David PUJADAS sur France 2, le président s'est montré combatif, mais a parfois donné dans l'à-peu-près. PHOTO AFP

14 juillet 2010 06h00 | Par Bruno Dive, rédaction parisienne

C'est le propre des hommes politiques - mais pas seulement eux - de tordre parfois les faits dans le sens qui les arrange. C'est la force des présidents d'imposer leur vérité dans des entretiens télévisés, montés sur mesure avec des journalistes de leur choix. C'est l'habitude de Nicolas Sarkozy d'asséner, sur le ton de l'évidence, des affirmations peu rigoureuses. Mais lundi soir, le président a multiplié les arrangements avec les faits...

« Vous croyez que ce serait indépendant de dire : ce serait bien qu'on change de juge ? Ce n'est pas ma conception de l'indépendance de la Justice. »

Président du Conseil supérieur de la magistrature, Nicolas Sarkozy confond tout simplement le procureur et le juge. Pour lui, Philippe COURROYE serait un « juge », alors que c'est un procureur, c'est-à-dire un magistrat du parquet, hiérarchiquement soumis au garde des sceaux. Un juge, et a fortiori un juge d'instruction, est en revanche indépendant. C'est bien pour cela que l'opposition, mais aussi François Bayrou ou Dominique de Villepin demandent que les enquêtes sur l'affaire BETTENCOURT soient confiées à un juge d'instruction.

« Il existait avant mon élection des contribuables qui payaient 100 % d'impôts. C'est-à-dire, ils gagnaient 1 000, ils payaient 1 000. Et ils portaient tous. »

Personne n'a jamais entendu parler de quelqu'un qui reversait à l'État l'intégralité de ses revenus. D'autre part, il existait avant l'élection de Nicolas Sarkozy un bouclier fiscal. Qui avait été instauré par Dominique de Villepin, mais qui plafonnait les impôts à 60 % des revenus (50 % aujourd'hui) et n'intégrait pas dans ce montant la CSG et le CRDS.

« Le bouclier fiscal existe en Allemagne depuis vingt ans. »

Cet argument est régulièrement resservi par Nicolas Sarkozy, qui l'avait déjà utilisé dans ses discours de Saint-Quentin et de Nîmes, les 24 mars et 5 mai 2009. Mais il est toujours aussi inexact. En fait, la Cour constitutionnelle de Karlsruhe a rendu en 1995 une décision limitant les impôts d'un contribuable à la moitié de ses revenus, mais cette limite ne concernait que l'impôt sur la fortune (supprimé depuis). Dans

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

une décision rendue le 18 janvier 2006, elle précise en revanche que ce taux peut être dépassé dans le cas de l'impôt sur le revenu, indiquant de façon vague que son niveau ne doit pas être « excessif ».

« Ne me dites pas que les polémiques ont commencé avec moi (sur les nominations dans l'audiovisuel). Les commissions parlementaires peuvent refuser (la nomination du président de France Télévisions). »

Il est vrai que les nominations dans l'audiovisuel ont toujours suscité des polémiques, mais elles ont pris de l'ampleur depuis que Nicolas Sarkozy s'est arrogé le droit de procéder lui-même à ces nominations. Certes, les commissions parlementaires peuvent s'y opposer. Mais à une majorité des trois cinquièmes. Ce qui est politiquement quasi impossible.

« Je donne à Éric Woerth le conseil d'abandonner la trésorerie de l'UMP. »

En l'occurrence, ce genre de « conseil » est un ordre. Le ministre du Travail l'avait d'ailleurs envisagé dès lundi matin. Sarkozy ajoute qu'il n'est pas le patron de l'UMP. Il l'est resté de fait. Il avait même envisagé après son élection de rester président de l'UMP ! Il s'est rendu plusieurs fois à des conseils nationaux du parti, et a souvent organisé des réunions de dirigeants UMP à l'Élysée.

« Je ne peux pas dépenser une miette de mon énergie pour savoir ce qui se passera dans deux ans. Toute mon énergie, à chaque minute, doit être réservée aux Français. »

Mais devant les députés UMP qu'il avait reçus le 5 mai dernier, Nicolas Sarkozy leur avait dit que « fin 2011, on ne fera que de la politique ».

Nicolas Sarkozy entend profiter de la présence de 13 pays d'Afrique francophone à la fête du 14-Juillet pour réaffirmer la volonté de la France de refonder ses relations avec ses anciennes colonies.



Nicolas Sarkozy accueille le président béninois Boni Yayi à l'Elysée, où le chef de l'Etat a organisé un déjeuner de travail avec les présidents de 12 pays d'Afrique francophone subsaharienne. Nicolas Sarkozy entend profiter de la présence de 13 pays d'Afrique francophone à la fête du 14-Juillet pour réaffirmer la volonté de la France de refonder ses relations avec ses anciennes colonies. (Reuters/Philippe Wojazer)

Le président français le fera mardi lors d'un déjeuner de travail avec les chefs d'Etat de 12 des 14 pays d'Afrique francophone subsaharienne qui fêtent le 50e anniversaire de leur accession à l'indépendance en 1960, dit l'Elysée. Quelque 400 soldats venus de 13 de ces pays ouvriront le lendemain le traditionnel défilé militaire du 14-Juillet sur les Champs Elysées, en présence des mêmes dirigeants.

Le président ivoirien Laurent Gbagbo a décliné l'invitation de Nicolas Sarkozy mais sera représenté par son ministre de la Défense. Son homologue malgache n'a pas été invité en raison du contexte politique troublé régnant à Madagascar. Andry Rajoelina, qui a pris le pouvoir à la faveur d'un soulèvement populaire en 2009, n'avait pas non plus été invité au 25e sommet France-Afrique, qui s'est tenu fin mai à Nice.

Depuis son élection en 2007, Nicolas Sarkozy a fait de la remise à plat et du rééquilibrage des relations entre la France et l'Afrique un objectif de sa politique sur le continent noir. Il n'est cependant pas parvenu, jusqu'ici, à dissiper les doutes sur la survivance de la "Françafrique", un système de relations hérité de l'ère postcoloniale et reposant sur des réseaux d'influence au service de régimes contestés.

TOURNANT

L'écrivain et académicien Jean-Christophe Rufin a ainsi dénoncé ce mois-ci un retour des "vieux travers" de la politique africaine de la France, à peine de retour d'une mission de trois ans comme ambassadeur au Sénégal. Il a notamment mis en cause, dans une interview au journal Le Monde, le rôle du secrétaire général de l'Elysée, Claude Guéant, homme de confiance du président de la République.

Nicolas Sarkozy entend donc profiter du 50e anniversaire de ses 14 ex-colonies pour marquer qu'il y a bien un tournant dans les relations entre la France et ces pays, dit-on à l'Elysée.

"Nos relations ne peuvent pas rester les mêmes, même si tourner la page ne veut pas dire renoncer à avoir des relations privilégiées", explique-t-on. La présidence française assure, en réponse aux critiques concernant la participation de militaires de ces pays au défilé du 14-Juillet, que "ce n'est pas aux soldats d'aujourd'hui mais aux anciens combattants d'hier que nous rendons hommage", notamment à ceux qui ont répondu à l'appel du Général de Gaulle à résister au nazisme, le 18 juin 1940.

Nicolas Sarkozy avait redit à Nice sa volonté de développer les relations de la France avec tout le continent africain, pas seulement les pays francophones. Un changement déjà largement engagé, dit-on à l'Elysée, chiffres à l'appui. Si 52% des 8,9 milliards d'euros de l'aide publique française au développement sont allés au continent africain en 2009, Afrique du Nord comprise, les 14 pays francophones en question n'en ont recueilli que 18% (1,448 milliard d'euro).

RÉVISION DES ACCORDS DE DÉFENSE

En 1960, la "zone franc" absorbait 40% des exportations de la France ; ses échanges avec la même zone représentent moins de 2,0% de son commerce extérieur maintenant, souligne l'Elysée. Le Gabon n'est que le 19e fournisseur de pétrole de la France après le Brésil et représente 1% de la production de pétrolière du groupe français Total, selon la même source.

Il y avait 25.000 soldats français en Afrique francophone en 1960. Il y en a maintenant moins de 5.000, dans une poignée de pays - Djibouti, Gabon, Sénégal, Tchad, Côte d'Ivoire. Huit anciennes colonies françaises sont concernées par la révision d'accords de défense conclus après la décolonisation - Cameroun, Togo, Gabon, République centrafricaine, Sénégal, Djibouti, Comores et Côte d'Ivoire.

De nouveaux accords "de partenariat de défense" ont été signés avec les quatre premiers pays (pour le Togo et le Cameroun, ils sont en cours de ratification par le Parlement français). Trois autres sont en négociation. Le cas de la Côte d'Ivoire est suspendu à l'organisation d'élections dans ce pays.



France Pour sa fête nationale, la France invite ses anciennes colonies

France Info – 13 juillet 2010 06:16 - **Les chefs d'Etat de treize pays sont invités à déjeuner aujourd'hui à l'Elysée : Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Centrafrique, Congo-Brazzaville, Côte d'Ivoire, Gabon, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad et Togo.**
Leurs soldats seront demain à l'honneur, lors du défilé militaire sur les Champs-Élysées.



A Libreville, au Gabon, en février dernier. Plutôt que de multiplier les tournées africaines, Sarkozy a préféré en réunir les chefs d'Etat à Paris...
 © REUTERS/Philippe Wojazer

C'est une réunion de famille un peu particulière qui se prépare aujourd'hui. Puisque, lors du dernier sommet France-Afrique, **Nicolas Sarkozy avait assuré n'avoir que des amis sur le continent, il les a tous invités à déjeuner** à l'Elysée.

Du moins, il a invité **les chefs de treize anciennes colonies françaises** : Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Centrafrique, Congo-Brazzaville, Côte d'Ivoire, Gabon, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad et Togo.

[Les anciennes colonies françaises en Afrique invitées d'honneur des festivités du 14 juillet. Yves Izard \(2'04"\)](#)

Tous, ou presque, ont répondu favorablement. Seul l'Ivoirien Laurent Gbagbo a décliné ; il est un peu en froid avec Paris, pour cause de présidentielle sans cesse reportée ; mais il sera représenté par son ministre de la Défense. Manque également Madagascar : Andry RAJOELINA n'a pas été jugé assez légitime pour recevoir un carton, mais ses soldats sont là. Car c'est le **second temps de cette réunion de famille : un déjeuner aujourd'hui, un défilé militaire demain.** Les soldats des ex-colonies seront les invités d'honneur du défilé du 14-juillet, sur les Champs-Élysées.

[Reportage au Cameroun, chez le bataillon de parachutistes qui défilera demain sur les Champs-Élysées. Stéphane Fort \(1'50"\)](#)

NOMBREUSES CRITIQUES

Reste que cette initiative fait grincer quelques dents. S'agit-il d'un **hommage**, ou est-ce une façon de marquer sa **domination** ?

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

L'association Survie, qui milite pour une remise à plat des liens franco-africains, estime que rien n'a changé. **"La France ne veille qu'à préserver ses intérêts, sans aucune exigence démocratique"**, martèle son secrétaire général Olivier Thimonier.

D'autres vont plus loin. Voir défiler sur les Champs-Élysées **"des troupes dirigées par des criminels"** hérissent le poil de Patrick Farbiaz, du réseau Sortir du colonialisme.

L'Élysée s'en défend avec la dernière énergie. **"C'est faux, tous les contrôles ont été faits pour éviter que défilent des personnes qui font l'objet de poursuites"**.

Rénover les relations franco-africaines, c'est tout le but des festivités. Aujourd'hui, **Nicolas Sarkozy devrait dire sa volonté d'aider le continent africain à trouver sa juste place dans la gouvernance mondiale**. Et accessoirement, s'il accepte de **revaloriser les pensions des anciens combattants des troupes coloniales**, comme le Conseil constitutionnel le réclame...



France Les critiques défilent avant le 14 Juillet africain

Analyse [Monde](#) 14/07/2010 à 00h00

La célébration du cinquantenaire de l'indépendance d'anciennes colonies françaises est jugée déplacée par des ONG qui s'inquiètent de la présence possible de criminels.

Par Christophe Ayad et Jean-Dominique Merchet



(REUTERS/Philippe Wojazer)

C'est à se demander ce qu'on fête ce matin sur les Champs-Élysées, où doivent défiler les armées de 13 anciennes possessions françaises d'Afrique - et non pas colonies à cause des anciens protectorats du Cameroun et du Togo. Au départ, il s'agissait de participer à la...



Coopération Togo-USA, les chemins de la démocratie

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org



Publié le 05/07/2010 - L'art diplomatique est tout en nuances. L'expression des ambassadeurs est souvent compassée et alambiquée. Il s'agit souvent d'éviter de trancher pour ne pas provoquer de controverses. C'est dire que lorsqu'un membre du corps diplomatique s'exprime clairement, c'est qu'il le veut bien et qu'il reflète le choix fait au plus haut par son gouvernement.

A cet égard, l'allocution prononcée par la brillante ambassadrice des USA au Togo, Patricia M. Hawkins (photo), à l'occasion de la fête nationale américaine est d'une particulière importance. L'éminente personnalité a notamment déclaré: 'Grâce à l'élection présidentielle du 4 mars dernier, reconnue par la communauté internationale comme une des plus crédibles de l'histoire du Togo, et grâce au gouvernement de large ouverture récemment mis en place, le Togo s'apprête à reprendre sa place de membre viable et reconnu de la communauté des Nations ».

Au moment où des groupes minoritaires tentent de décrédibiliser l'élection présidentielle, les propos de la diplomate sonnent comme un rappel à l'ordre. Que l'on en finisse avec cette campagne de mensonges et de dénigrement qui dissimule mal les ambitions personnelles. L'ambassadrice se réjouit comme tous les Togolais de la réconciliation Faure-Olympio et de la constitution d'un gouvernement d'ouverture. Cette appréciation bienveillante n'est pas complaisante puisque l'ambassadrice n'a pas omis de pointer les réformes qui s'imposent en souhaitant que les dirigeants togolais "continuent à lutter contre la corruption, à développer le système judiciaire, à encourager la liberté de la presse et à favoriser un système politique équitable et compétitif".

C'est dans l'amitié avec le peuple américain et ses dirigeants que le Togo entend poursuivre sa route vers la démocratie.

Koffi Souza



Diaspora Togo entre sens de la nation et individualisme aveugle

SÉNOUVO AGBOTA ZINSOU - 12/07/2010 - Le sens de la nation, nous l'avons certainement tous, ou presque. Je n'en veux pour preuve que les marches de protestation contre le régime illégitime qui rassemble chaque samedi près d'un million de Togolais dans la capitale. Je pourrais ajouter d'autres preuves, comme le rejet de la personne de Gilchrist Olympio ces derniers temps par l'immense majorité des Togolais, malgré l'aura qui l'entourait jusque-là, tout comme celui de tous les leaders par qui le peuple estime avoir été trahi. Même, sur un autre plan, la joie collective qui unit tout le peuple togolais après une victoire de l'équipe nationale peut nous convaincre de l'existence du sens de la nation. L'individualisme aveugle, poussé parfois jusqu'à l'imbécillité criminelle aussi, puisque nous sommes des hommes, est en nous ou tapi à la porte de notre cœur, comme le mal, dans le récit biblique, qui guettait Caïn avant le meurtre de son frère Abel; Dieu, nous dit-on, l'invitait à dominer cette passion aveugle. Le problème est qu'il nous faut trancher, lorsque le sens de la nation et l'individualisme aveugle sont en conflit.

En politique, et plus précisément dans l'histoire mouvementée de la politique togolaise aux soubresauts et volte-face les plus imprévisibles qui puissent exister, il ne serait pas sain de prêcher ici un angélisme qui ferait croire qu'il existe une catégorie de citoyens uniquement mus dans leur pensée et dans leurs actes par le sens de la nation et nullement hantés par le démon de l'aveuglement individualiste. Nous sommes sur un chemin qui doit nous conduire vers ce que nous concevons comme étant le sens la nation, non seulement pour nous, mais aussi pour les générations futures. Toute la différence est que l'aveuglement individualiste, lorsque nous sommes faibles, d'une manière ou d'une autre, quel que soit le niveau auquel nous nous situons, nous trouble au point que nous nous fourvoyons et devient un danger, non seulement pour la communauté à laquelle nous appartenons tous, mais aussi pour nous-mêmes, aujourd'hui ou demain. Le sens de la nation ou tout au moins celui du bien collectif, préside sûrement à la constitution des groupes, associations, partis..., puisque, à moins d'être un bandit et un criminel avéré et déclaré, nul ne peut dire à ses semblables: «Venez et formons une association de malfaiteurs pour nous livrer à des rapines». On peut donc croire à la bonne foi, au départ, de tous ceux (ou au moins de certains) qui se réunissent en groupe pour contribuer à la défense de la nation. Pour prendre un exemple concret et actuel, nos dirigeants politiques qui se sont réunis au sein du FRAC, l'ont fait au nom de ces principes républicains que constituent le changement démocratique et l'alternance politique. Notre peuple, beaucoup plus mûr que certains ne le pensent peut-être, a tout de suite adhéré à cette idée, reconnaissant que la voie de l'unité est la seule qui puisse conduire l'opposition à la victoire, même en sachant que l'unité du FRAC reste à parfaire. Mais, le problème, c'est quand l'aveuglement individualiste reprend le dessus chez ceux-là même qui ont créé le mouvement (nous n'en sommes pas encore au stade du déchirement ouvert attendu par l'adversaire, mais il faut faire attention) lorsque les uns et les autres commencent à revendiquer la paternité du FRAC. Précisément à l'heure où une certaine revendication du même genre a fait exploser le parti le plus populaire, le plus solide, le mieux structuré, le mieux organisé (pour emprunter ces qualificatifs au superlatif au plus charismatique des leaders de l'opposition), l'UFC. On se demande alors où on va et quelle sera la prochaine manifestation de l'aveuglement individualiste.

On se demande même pourquoi on nous invite à des marches, à des séances de prières, à des sacrifices, à des chemins de croix. Est-ce uniquement pour faire triompher l'aveuglement individualiste, le même qui nous a nui jusqu'ici? Ce démon de l'aveuglement individualiste, bien connu dans notre pragmatisme populaire s'exprime à peu près ainsi dans nos langues, en toutes choses, à toutes occasions: "nene nyea ma du le eme o?" (quel est y sera mon profit personnel), "mekè la va nya huende le tonu na mu o?" (littéralement: qui m'y reconnaîtra la marque tribale sur la tempe; ici nous interpréterons la chose comme la volonté d'être distingué parmi d'autres acteurs de la vie sociale et politique). Le besoin qu'éprouve

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

chaque individu de voir la société lui être reconnaissante du rôle qu'il joue, de marquer l'histoire, est légitime, sauf s'il passe avant le sens de la nation. En d'autres termes, l'individualisme aveugle se pose les questions telles que "Pourquoi un autre et pas moi?" (envie et jalousie) "Pourquoi tel est à la place où j'aimerais moi-même me hisser?" (rivalité stupide), un peu comme Caïn ne pouvait supporter l'idée que le sacrifice de son frère Abel ait été agréé par Dieu et pas le sien.

L'individualisme aveugle se plaint d'une humiliation subie, d'une blessure d'amour-propre, d'une offense et nourrit un sentiment de vengeance qu'il a tendance à justifier, à trouver normal et parfois même, à ériger au rang d'un dieu auquel il faut tout sacrifier. Le sens de la nation parle un langage contraire, disant, comme Jean-Baptiste, prophète et cousin de Jésus l'ayant précédé dans sa mission: "Il faut qu'il croisse et que je diminue". L'individualisme aveugle est hanté par cette pensée: "Il faut que mon prochain, même s'il est mon propre frère, diminue et que je croisse". N'assistons-nous pas en cette période à des scènes de conflit fratricide, déclaré, du même genre, au sein d'une même famille politique?

L'homme que guide le sens de la nation se demande en toutes circonstances, qui est le mieux placé pour accomplir telle tâche, telle mission. Celui que domine l'individualisme aveugle, le regard fixé sur son nombril, veut tout faire soi-même ou veut que tout soit fait pour son intérêt personnel, sinon, il préférerait que l'adversaire triomphe.

Lorsque l'on n'obéit qu'à l'individualisme aveugle, si tous calculs faits, le profit espéré ne semble être pas au bout du compte, si la reconnaissance espérée ne vient pas vite récompenser l'effort ou si ces choses se font attendre, trop attendre, on n'hésite pas à aller là où on peut les obtenir plus rapidement et plus facilement. Y compris à l'adversaire que l'on combattait.

J'ai dit qu'il ne faut pas être angélique et refuser toute récompense, toute reconnaissance à ceux qui ont pour vocation de nous conduire. La Bible dit la même chose quand elle reconnaît que l'ouvrier mérite son salaire. Mais la question est de savoir dans quelle mesure il le mérite, en argent, biens matériels, honneurs et surtout en respect. Si l'ouvrier du bien commun peut emprunter les mêmes voies que ceux qui délibérément choisissent de se constituer en association de malfaiteurs, on peut se demander pourquoi il ne rejoint pas purement et simplement ces derniers. À moins d'avoir fait semblant, à un moment donné, de faire partie des ouvriers du bien commun, pour se servir de cette position et mieux entrer, dès que l'occasion se présente, dans la catégorie qu'il prétendait combattre. On en a connu beaucoup de cette trempe.

Il y a eu, dans la vie politique récente de notre pays, deux événements sur lesquels j'aimerais que nous revenions: l'invalidation de la candidature Kofi Yamgnane et la grande tricherie à laquelle nous avons assisté, en guise d'élection présidentielle. L'invalidation de la candidature était censée être fondée sur les dates de naissance non concordantes dans le dossier de Kofi Yamgnane. Or, la Cour Constitutionnelle qui a prononcé cette invalidation était-elle en mesure de convaincre qu'il y ait eu une intention frauduleuse derrière ce qui peut être considéré comme le fait d'une erreur d'état civil comme il en existe des milliers dans nos administrations de l'époque et même d'aujourd'hui? Qui peut jurer de l'exactitude des informations portées sur nos actes de naissance, le plus souvent des jugements supplétifs établis juste pour notre scolarisation? Or, ces actes avaient été établis d'après les déclarations de nos parents, parfois illettrés et non d'après nos propres déclarations avec une intention frauduleuse quelconque cachée, et je suis convaincu que plusieurs juges de notre pays pourraient se trouver dans le même cas que Kofi Yamgnane. Le sens de la nation implique le sens des valeurs qui la fondent. Quelle Cour de justice avait jamais pu demander à Etienne Eyadema de lui montrer son acte de naissance? Et sans chercher inutilement à outrager la mémoire de l'intéressé, connaissait-il lui-même sa propre date de naissance? Pourtant, n'a-t-il

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

pas exercé les fonctions du Premier Magistrat du Togo pendant plus de 38 ans? Qui lui a même jamais reproché d'avoir porté jusqu'en 1974, ses deux prénoms avant de décider que désormais il s'appellerait Gnassingbé Eyadema (faisant avaler la chose au peuple togolais sous couleur de politique d'authenticité nationale), sans que l'on sache clairement lequel des deux noms était le prénom, lequel le nom de famille? Seulement, le pouvoir arbitraire et illégitime avait besoin de trouver des arguments pour justifier l'invalidation de la candidature de M. Yamgnane, et il en a trouvé.

De la même façon qu'il a eu besoin de recourir à des massacres de citoyens en 2005 et à la tricherie en 2010 (sans parler des années Eyadema où le crime et le mensonge étaient le quotidien du régime) pour se maintenir en place. Cette invalidation de la candidature de Kofi Yamgnane aurait dû provoquer un vaste mouvement de protestation si l'on tenait aux principes qui fondent une nation et plus particulièrement une République dans laquelle tous les citoyens, dans des circonstances semblables, ont droit aux mêmes traitements, sont soumis aux rigueurs des mêmes lois. Malheureusement, l'aveuglement individualiste (celui des hommes et celui des partis politiques) a alors fait le jeu de l'aveuglement clanique arrogant et arbitraire installé au sommet de l'État, en considérant l'affaire Kofi Yamgnane comme une affaire personnelle et non comme une entorse aux principes républicains. J'ai pris l'exemple de Kofi Yamgnane, mais j'aurais pu prendre aussi celui, plus macabre d'Atsutsé AGBOBLI. Les trois morts, tombés sous les balles des forces dites de l'ordre, lors de la manifestation de protestation contre la hausse du prix du pétrole, de même que l'enlèvement d'Aimé APEDO, du service de sécurité d'Agbéyomé KODJO, comme d'autres arrestations arbitraires opérées depuis le 4 mars, ne constituent-ils pas des signaux suffisamment alarmants en ce qui concerne les lendemains que nous réserve ce régime, pour que notre réaction contre ces faits soit unanime et massive? Notre problème, c'est que lorsque les valeurs de la République sont bafouées dans des choses que nous considérons comme de peu d'importance, nous ne réagissons pas comme il se doit et lorsqu'elles le sont dans des choses que nous considérons comme ayant une grande importance, nous tentons de réagir, face à un pouvoir qui a suffisamment éprouvé nos capacités réelles à l'inquiéter. Ce n'est pas seulement en cas de hold-up électoral qu'il nous faut réagir massivement et ensemble, même si le hold-up électoral constitue le comble de la tricherie dans les règles du jeu démocratique, mais c'est aussi chaque fois qu'un des principes fondateurs du droit et de la démocratie est bafoué par l'État. Aujourd'hui, en quoi les marches dirigées par le FRAC peuvent-elles inquiéter le pouvoir quand il sait que l'aveuglement individualiste et partisan qu'il nous connaît reprend le dessus sur l'unité affichée au lendemain de la proclamation des faux résultats, unité qui, elle, représente le sens de la nation? La nature du Togolais est-elle donc ainsi de vite retourner à l'aveuglement individualiste perdant, du même coup le sens de la nation? Il est évident que les arguments ne manquent pas pour soutenir un discours sur le sens de la nation, pour bien cacher l'aveuglement individualiste. Mais en quoi ce discours diffère-t-il de celui, officiel, public, de ceux que nous considérons ou considérons comme appartenant à l'association des malfaiteurs?

Aujourd'hui, ou bien nous mentons en faisant croire que nous continuons de soutenir l'unité ou au moins l'idée de l'unité de l'opposition alors que notre préoccupation est simplement de profiter de ce semblant d'unité pour chercher notre voie individuelle, ou bien nous restons dans la vérité en considérant que l'objectif du FRAC, à savoir la fin du régime illégitime ne se réalisera que dans l'unité autour de la personne de Jean-Pierre Fabre à qui le RPT a volé son élection à la présidence de la République. Il ne s'agit pas de s'obstiner à refuser tout changement de tactique, mais il faut que les choses soient claires, que les citoyens sachent qui les mène vers quoi. Une initiative parallèle à celle lancée par le FRAC au départ, au sein de l'opposition et surtout conduite par des signataires de l'accord du FRAC, relèverait de cet aveuglement individualiste ou au moins contribuerait à une confusion dans les esprits, dont nous n'avons guère besoin en ce moment. Ce n'est pas à la pensée unique que nous appelons, qu'on le comprenne bien, mais à des actions unitaires en vue d'atteindre notre objectif commun. L'aveuglement individualiste, il faut bien en

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

comprendre le sens, n'est pas le fait de quelque illettré ou de quelque homme dépourvu d'intelligence. Au contraire, il est parfois le propre d'êtres très habiles, aux tactiques raffinées, nantis de diplômes. Mais à cause de l'hypertrophie de leur ego et de l'importance que prennent à leurs yeux leurs intérêts personnels, ils ne voient pas le sens de la nation et donc sont limités dans leur raisonnement sur l'avenir: être riches, puissants, reconnus aujourd'hui comme jouant un rôle de premier plan, tout cela peut signifier, sans qu'on le soupçonne, être demain simplement minables, pauvres, réellement insignifiants quant à la vraie construction de la nation. Nous connaissons bien les politiciens togolais aveuglés par leur ego qui sont aujourd'hui déjà dans cette situation et que l'histoire, certainement ne réhabilitera pas.

Ma conclusion sera un appel aux leaders qu'anime le sens de la nation pour qu'ils se retrouvent pour consolider, restructurer l'unité de l'opposition, née à la veille des élections du 4 mars. Ne nous voilons pas la face: le FRAC n'est que le commencement de la tâche immense qui nous attend; mais, pour le moment, je ne vois pas comment nos leaders pourraient recommencer ailleurs et réussir individuellement cette tâche, chacun criant partout que son ablo est plus chaud que celui des autres. L'état de notre opposition avant la création du FRAC était une désolation pour le peuple togolais. Cet état serait une abomination absolue et un véritable scandale, compte tenu de la qualité de nos hommes, si la fragile unité instaurée par le FRAC, demain, venait à éclater à cause de (je n'ai pas peur du mot) l'imbécillité individualiste. Une vieille femme de mon quartier, considérée par tous comme une folle, criait comme une incantation: "Agбето xoonvi! Xoonvi! Xoonvi! Tete le modji mayi!" (Homme imbécile! Imbécile! Imbécile! Ôte-toi de mon chemin!). Que les barrières de l'imbécillité dressées sur notre chemin vers la création de la nation, vers la démocratie et vers le progrès sous toutes ses formes, soient ôtées. C'est là le sens et seul intérêt de nos débats.

Allemagne,
Sénouvo Agbota Zinsou

?



Mercredi, 14 Juillet 2010 08:36 - **Faure Gnassingbé à de l'imagination. Même quand il saute d'avion en avion pour des matchs de football en Afrique du Sud ou pour des défilés en France, sa sécurité est cadenassée et son cœur est tranquille. Tous les frères estampillés récalcitrants sont dans ses cachots. Après avoir aligné une suite de Gnassingbé en prison, la femme de son cadet et ennemi personnel KPATCHA, serait sous les feux de tous les radars au Togo.**

Il y a quelques mois Mimi Gnassingbé était venue soufflée un peu en Europe mais à quel prix et avec combien de tractations pour sortir du Togo ? Des sources recoupées et bien informées, une multitude de « zébrures rouges » surveillerait en civil les aller et retour de la pauvre Mimi. Un militaire qui a contacté le Lynx, raconte : « On nous dit de la suivre de nuit comme de jour. Elle dort sans se rendre compte qu'elle est l'ennemie première de l'oncle de ses enfants [Ndlr. Faure]. Mais la pauvre, elle est plus inoffensive qu'un ver de terre. Mais ce qui est choquant est que Faure semble n'avoir pas compris que son fauteuil, il le doit à KPATCHA. Faure se croit tout permis... ». Il a raison, le soldat qui a parlé. D'après Agbéyomé KODJO sur Koaci.com raconte que le bilan de Faure lors de son premier quinquennat peut se mesurer avec le nombre de villas construites pour ses maîtresses. Seule désormais comme une veuve, Mimi serait au bout de toutes ses forces. Depuis l'arrestation de son mari, elle n'a pas eu droit ne serait que voir son mari pour une nuit. Même les criminels de guerre ont droit à ce moment d'intimité ne serait-ce que pour quelques heures avec leurs femmes. Pire, juste même avant les élections du 4 mars 2010, on a, au RPT fait traîner une rumeur monstre qu'elle roulait pour l'UFC en achetant des motos pour la campagne de Jean-Pierre Fabre. Pour tester sa bonne foi, on a envoyé des jeunes du RPT demander des T-shirts du candidat Faure au moment où Mimi se faisait des soucis pour son mari malade en prison. La femme dubitative dira : « Je n'avais que les T-shirts de 2005 que je leur ai donné. C'est tout ».

Eyadema était tout sauf bête. En choisissant Faure pour être son successeur, il savait que son garçon est d'une méchanceté à la Machiavel. Après avoir mis la main sur la femme de Ernest son frère défunt avec qui il a des enfants, Faure a juré exterminer beaucoup de frères soupçonnés de lui faire ombrage. Il faut sauver Mimi, il faut sauver le soldat Kpatcha GNASSINGBE ! Et à Faure, lui rappeler qu'on est rien sans les autres. Ce n'est pas à cause des délices du pouvoir qu'on irait jusqu'à maltraiter ses propres parents de terroristes, d'ennemis de la République, de tous les noms d'oiseau. Toute République est assise sur des lois et se sont ces lois qui confèrent à chaque citoyen le droit d'être puni ou pas. Ici, c'est plutôt Faure qui est assis sur la loi au lieu d'être assis sous la loi. Pour preuve l'avocat de KPATCHA, Me ADJAVON Zeus dit avoir vu son client en bientôt 16 mois d'arrestation que une seule fois et en présence du procureur de la République. De deux choses, l'une. Soit c'est Faure qui pense qu'il est immortel pour traiter les autres comme des animaux, ou encore c'est le peuple togolais qui a catégoriquement et collectivement démissionné en le laissant un boulevard pour qu'il interprète la loi selon ses humeurs. Pour l'instant, c'est depuis les Champs Elysées que Faure savoure les délices de son deuxième holdup up électoral. Avec bien sûr la complicité de Nicolas Sarkozy avec qui il a une ressemblance : dire une chose et faire son contraire.

Igomzikipé Malika Lynx.info

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

Droits Humains Togo, violation des droits de l'homme, le laxisme des associations

12 07 2010 - Depuis la présidentielle du 04 mars 2010, la situation des droits de l'homme ne cesse de dégrader. Les associations de défense des droits de l'homme se comptent par dizaines voire centaines mais leur silence est plus que coupable vue la situation dégradante des droits de l'homme.



un togolais blessé par balles à AGOE en juin 2010

Le HCDH, le CACIT, l'ATDH, l'ATDPDH, la CTDDH, la LTDH et bien d'autres doivent dépasser le simple cadre des communiqués et déclarations aux médias pour initier de véritables lobbyings auprès des associations sœurs de la sous-région et au-delà des frontières africaines. Trop de répressions, d'emprisonnements sans aucune procédure et sans aucun procès, trop de morts, trop d'intimidations, trop de tortures ne peuvent pas être érigés en normes au nez et à la barbe des organisations des droits de l'homme.

Aucun être ne peut et ne doit quémander le droit à la vie et à la dignité.

Le Togo est champion en matière de ratification des textes et au moment de les appliquer fait primer la loi de la force à la force de la loi.

Depuis le coup d'état de 1960 jusqu'aux 500 à 1000 morts de la présidentielle d'avril 2005, aucune association de défense des droits de l'homme n'a tenté une action en justice. Seul le CACIT est dans cette dynamique mais vite déchanté par les verrous mis en place pour empêcher toute action du genre.

Mais des juridictions sous régionales et internationales sont là pour ça.

Au lieu que des bailleurs de la trempe de l'union européenne financent à coup de millions la réforme de la justice au Togo qui continue d'obéir au doigt et à l'œil du pouvoir exécutif, elle ferait mieux d'aider les organisations de défense de droits l'homme à aider à ce que l'impunité ne soit pas érigée en mode fonctionnement.

Au Togo, la loi du plus fort est la meilleure et d'autres citoyens, ceux qui font de l'argent du pays leur propriété, qui ont des armes ont le droit de vie et de mort sur les plus pauvres. Une véritable aberration.

JEUNE AFRIQUE Economie Transport Aérien ASKY Airlines prend de l'altitude



12/07/2010 à 16h:35 Par Stéphane Ballong

Le 15 juillet, la compagnie ouest-africaine basée au Togo aura 6 mois. Avec déjà quinze destinations, bientôt un troisième avion et un bouclage du capital prévu avant la fin de l'année, ça plane pour Asky Airlines.

Décollage réussi pour Asky Airlines. Le transporteur aérien, lancé le 15 janvier à Lomé avec huit destinations initiales sur son tableau de bord, a en six mois presque doublé le nombre de ses escales pour en compter désormais quinze : neuf en Afrique de l'Ouest et six en Afrique centrale. Après quatre nouvelles dessertes (Niamey, Douala, Conakry et Freetown) en mars, il a ouvert le 2 juin une liaison Lomé-N'Djamena via Cotonou, le 21 juin une liaison Lomé-Pointe-Noire, et devrait prochainement [ajouter à sa liste Bangui, Malabo, Lagos...](#)

« Au Nigeria, les négociations ont avancé pour l'obtention des droits de desserte de Lagos [une destination majeure dans la sous-région, NDLR] », explique un cadre de la compagnie. Le transporteur bataille pour l'obtention de droits de trafic dans certains pays possédant déjà un pavillon national ou ayant un projet de lancement ou de relance d'une telle compagnie.

À la vitesse supérieure

Soutenu par Ethiopian Airlines, son partenaire stratégique et actionnaire à hauteur de 25 %, Asky prévoyait d'ajouter, courant juin, un nouvel appareil à sa flotte jusque-là constituée de deux Boeing 737-700. Faute d'avoir trouvé un avion du même modèle, la compagnie a finalement opté pour un 737-800, de plus grande capacité. Mais celui-ci n'arrivera pas avant la fin de l'été.

Alors que [les autres projets de compagnies aériennes](#) (Sénégal Airlines et Air Cemac) prennent du retard au décollage, Asky Airlines passe à la vitesse supérieure. Ethiopian Airlines vient d'ailleurs de lancer des vols quotidiens entre Addis-Abeba et Lomé, afin de drainer vers son hub basé dans la capitale éthiopienne le flux de trafic généré par la jeune compagnie.

Sur un capital annoncé de 100 millions d'euros, la compagnie avait finalement démarré ses activités avec quelque 40 millions. En mars, elle a lancé un appel à souscription pour boucler le tour de table. L'opération, qui doit permettre de mobiliser les 60 millions d'euros restants d'ici à la fin de l'année, passe notamment par des missions de communication auprès des patronats de la sous-région pour convaincre les investisseurs.

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

Des résultats supérieurs aux prévisions

Pour l'heure, aucun chiffre sur les performances financières d'Asky Airlines n'est communiqué, mais ses dirigeants parlent de résultats supérieurs aux prévisions, voire de profits. La direction estime le taux de remplissage à plus de 70 % et le nombre de passagers transportés entre le 15 janvier et fin juin à plus de 45 000. Un chiffre en constante progression que les partenariats avec les autres compagnies d'Afrique de l'Ouest, notamment Air Mali et Air Burkina, devraient encore doper.

« Au départ, notre arrivée a [suscité beaucoup d'inquiétudes](#) auprès des transporteurs de la sous-région, mais progressivement, ils comprennent que nous gagnerons tous en nouant des partenariats », explique Busera Awel, le directeur général de la compagnie et ancien directeur commercial d'Ethiopian Airlines. Une rencontre dans ce sens est prévue fin juin avec les dirigeants d'Air Ivoire.

« Le marché régional, ajoute-t-il, est encore très mal desservi. Seule une coopération entre les transporteurs permettrait de faciliter la mobilité des voyageurs en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale. » Mais outre une collaboration avec ses consœurs, Asky Airlines entend surtout tirer profit de la prochaine adhésion de son partenaire stratégique Ethiopian Airlines au prestigieux réseau Star Alliance (qui met en commun divers services, notamment la billetterie), dont l'allemand Lufthansa constitue la tête de pont.



Enseignement Université In Memoriam le monde universitaire

togolais en deuil

12 juillet 2010 - C'est avec grande amertume que beaucoup de Togolais ont appris la nouvelle de la mort du professeur VIGNON, vice-président de l'Université de Kara. Non seulement Amertume, mais aussi suspicion dans la mesure où les « initiés » aux trafics juridiques et judiciaires du régime d'Eyadema savent comment dans ce pays la seule présence de ce monsieur faisait trembler les petits escrocs aux diplômes ronflants qui sont aux ordres de Faure Eyadema et Pascal Bodjona ; opérant ci et là des constructions et raisonnements alambiqués pour légaliser et couvrir de jure, les crimes et les méfaits de ces tristes sires.

Oui il y a lieu de suspecter cette mort subite qui est survenue dans l'indifférence totale de ceux qui avaient intérêt à ce qu'il disparaisse du paysage. M. VIGNON, professeur agrégé de droit public et de sciences politiques à la faculté de Droit de Lomé, a été « puni » par une nomination à la vice-présidence de l'Université de Kara où ce père de famille a été depuis sa punition en 2006 confiné, pendant deux ans, dans un Hôtel comme lieu de résidence. Une belle récompense pour ce père de famille qu'on imagine donc amenant femme et enfants vivre dans une chambre d'hôtel. Le professeur VIGNON n'a même pas été consulté avant d'être nommé vice-président de l'Université de Kara quelques semaines après son intervention au premier forum organisé par le GRAD les 19 et 20 juin 2006 sur la construction d'une société démocratique au Togo. A l'époque, vice-doyen de la faculté de Droit de l'Université de Lomé, sa communication a porté sur la nécessité d'une nouvelle constitution. Point n'est besoin de rappeler que cette nécessité est vigoureusement combattue par le régime RPT qui s'appuie sur une constitution tripatouillée pour se pérenniser au pouvoir.

Les pressions et les surveillances dont il était l'objet de la part de certains de ses collègues qui ne s'ignorent pas et qui ont livré la vie d'un homme au démon sanguinaire sont aujourd'hui le cerbère jouant au rôle de mâle dominant dans la meute de chiens aboyant dont les plus en vue sont connus de l'opinion publique.

On aurait pu retrouver le professeur VIGNON un matin sur les plages de Lomé comme ce fut le cas du vénéré et regretté Atsutsé Kokouvi Agbogbli (AKA), mais la pieuvre a préféré avoir recours à la méthode des lâches et des fourbes, l'empoisonnement. On sait qu'au Togo, quand vous mourrez d'angiocholite (infection des voies biliaires) qui en passant se soigne aisément, c'est que la main de l'ennemi n'est pas bien loin, et que vous avez sûrement avalé quelque élément indésirable qui avaient pour mission de mettre votre foi hors service et vous envoyer ad patres.

Ceux qui ont livré la vie d'un homme aux chiens pour avoir leur place face à ce qu'ils pensent être un « soleil » tout comme les exécutants de ces basses besognes devraient avoir à l'esprit que l'histoire a cette caractéristique essentielle d'attendre ceux de leur espèce au tournant.

Une conséquence malheureuse de cette situation c'est qu'elle nourrit une certaine psychose auprès de toutes les personnes ressources qui veulent œuvrer consciencieusement pour leur chère patrie sans vouloir comme d'autres pactiser avec le diable, les tenants du pouvoir.

Que la terre soit légère au Professeur et que la Paix qu'a trouvée son âme soit le corollaire de l'enfer qui attend ses assassins.

La rédaction

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

Finances Togo Escroquerie Une victime de RéDéMaRe exprime son désarroi.

12 07 2010 - Rencontré ce dimanche de finale de la coupe du monde, monsieur A.T semble complètement abattu par cette décision du gouvernement de suspendre les activités du Réseau pour le Développement de la Masse sans

Ressources (RéDéMaRe) et toutes les structures analogues. raison invoquée la société opère sans agrément du ministère de l'économie et des finances mais a un récépissé du ministère du commerce dans le domaine de l'import export. pour cette victime, l'état devrait opter pour le dialogue plutôt que d'user de la force en fermant la structure et en gelant les comptes de cette dernière.

« Si c'était à refaire, je le referai car l'état a failli. Au Togo, on s'attaque trop aux conséquences sans se demander ce qui amène les gens à investir dans ces sociétés a-t-il pesté. »

Monsieur vous faites partie de ce qu'on peut appeler les victimes de RéDéMaRe, comment et pourquoi vous avez adhéré à cette société et à quelle échelle ?

RéDéMaRe est une société en quelque sorte de micro finance dont j'ai appris l'existence de la part de mes connaissances. J'ai adhéré à hauteur de 470000 FCFA pour arrondir la fin du mois étant donné que le revenu du commun des togolais ne lui permet pas de joindre les deux bouts.

En réalité la société présente plusieurs produits, donc 470000 c'est pour le loyer, il y a possibilité de couvrir son loyer mensuel.

Les 470000 sont en deux volets, 420000 pour la souscription proprement dite et 50000 pour l'adhésion dans la société. Avec ce montant j'ai un frais de loyer de 75000 tous les mois.

Et cela a été effectif jusqu'à maintenant ?

Jusqu'à présent il n'y a aucun problème, il y a 03 mois que je suis membre et je suis rentré en possession de mes trois mensualités.

Est-ce que vous êtes censé avoir ces mensualités à l'infini ?

C'est quelque chose qui est pérenne, pérenne en ce sens que c'est lié à la durée de vie de la société.

Ce qui suppose que maintenant que la société a des problèmes vous avez aussi des problèmes ?

Naturellement, mais sincèrement à voir ce que les autorités ont dit la dernière fois c'est déplorable.

Le ministre de la justice a dit vendredi dernier que le gouvernement va geler les comptes de l'institution et toutes les sociétés qui agissent en ce sens-là, et voir après comment distribuer les revenus au prorata des adhérents.

Si d'aventure malgré la promesse des autorités vous ne rentrez pas dans vos droits qu'allez vous faire ?

Sincèrement ça va être difficile et cela va entraîner des mouvements sociaux.

Et si c'était à refaire ?

Je le referai.

Ah bon ?

Comme je l'ai dit au début, je suis un fonctionnaire et nos salaires ne nous permettent pas de vivre décemment. Etant non seulement fonctionnaire mais aussi économiste, j'ai vu qu' à travers RéDéMaRe, le produit qu'il propose c'est en quelque sorte une politique de relance de l'économie par la consommation.

Selon vous, cela ne sentait pas de l'escroquerie ? Quelque chose de trop beau pour être vrai ?

Il n'y a rien d'extraordinaire ou de fabuleux dans ce qu'il propose. Ils ont des documents qui soutiennent ce qu'ils disent. Pour moi c'est normal. C'est comme une structure financière comme toute autre.

En tant qu'économiste est ce que ces structures répondent à des lois réglementaires ?

Économiquement c'est des arguments valables. C'est comme le marché boursier, vous accédez à des titres ou à des obligations après quelques temps cela vous génère des intérêts et ici ce sont les dividendes qu'on distribue à travers les différents membres.

Finalement à qui la faute ? Vous n'accusez pas redémarré, vous ne vous accusez pas

Disons plutôt, à qui profite la fermeture de ces structures ? Depuis là si ces genres de structures naissent et disparaissent ça veut dire que l'état a failli. Si l'état depuis 1994 avait essayé de relever le niveau de vie des citoyens à travers la consommation, en augmentant les salaires, les togolais n'allaient pas tomber dans le piège de ces structures là. In fine c'est une défaillance de l'état.

Gouvernance Félix SAGBO le flic a-t-il aidé Auguste SAGBO l'homme d'affaires ?



Dimanche, 11 Juillet 2010 09:00 - L'ex ministre de l'intérieur et premier flic Félix SAGBO sous le règne du généralissime défunt est-il venu à la rescousse de son frère homme d'affaires Auguste SAGBO ? Le Lynx est allé chercher. Félix Kodjo SAGBO n'est pas n'importe qui. Juste avant sa mort, Eyadema qui sait lire dans sa boule de cristal et connaître les fidèles parmi les fidèles de son régime ajoute Félix à la liste tenue secrète par le clan. De l'ambassade du Nigeria, celui que les blancs de l'Union Européenne disent encore qu'il est un des leurs est accueilli comme nouvel ambassadeur du Togo avec le Royaume de Belgique. Félix doit faire du travail qu'aucun ambassadeur togolais n'a encore réussi.

Primo, il doit battre campagne pour la dictature afin que la coopération reprenne. À Bruxelles, le nouvel ambassadeur active et réactive ses connections européennes avec la grande filière nigériane pour le besoin de la cause. Des hommes politiques et surtout des anciens légionnaires qui ont saigné l'Afrique Centrale de sang et de tous les trafics abominables jusqu'au blanchissement d'argent sont ses relais et prennent d'assaut l'ambassade en total déconfiture. Le drapeau qui a pris autres couleurs que le rouge, blanc, jaune du Togo flotte sur l'avenue de Tervuren en plein cœur de Bruxelles. Une honte ! Il faut faire quelque chose pour le Togo. Romano PRODI qui avait montré son penchant pour la démocratie au point de discuter avec l'opposition tout juste après avoir reçu Eyadema doit laisser ses bureaux avec l'achèvement de son mandat. On se frotte les mains du côté de Lomé quand on apprend que c'est « l'homme des scandales » et ex-premier ministre belge qui doit s'asseoir sur le fauteuil des projets FED. Louis MICHEL sait et connaît mieux le langage africain. Dans le livre, Les Fantômes du roi, l'auteur insiste sur la magie des belges à corrompre tout sur leur passage.

Aussitôt sur le fauteuil de commissaire de l'UE, Louis Michel saute dans le premier avion en direction du Togo. Eyadema met plein dans les poches et la visite se solde sur une convention, je dirai un engagement en 22 points. Edem KODJO qui avait entretemps annoncé qu'il s'éloignait de la politique est en vacances à Paris quand son téléphone sonne. Au bout du fil Eyadema. Il faut revenir et chapeauté les engagements que nous prendrons avec l'Union Européenne cher Kodjo. Eyadema plus concret : l'oiseau ne se fâche pas contre l'arbre. Le plumitif Lucien MESSAN sortit de la prison entre temps passe du côté de Beyrouth au Liban pour chercher le prix de meilleur journaliste selon la **Francophonie**, est aussi mis à contribution. Une seconde honte ! Le confrère TOGOFORUM décèle la tactique et écrit un article à la **Francophonie** qui est resté encore comme un pamphlet contre l'institution qui enseigne que l'africain doit d'abord parler le français pour être un vrai africain. Lucien MESSAN est par monts et vaux avec son journal « Le Combat » pour « civiliser » les comportements encore archaïques du dictateur. Edem KODJO souffle de nouveau, les vieilles recettes ont fait leur preuve. Ayeva ZARIFOU prête main-forte. Un bataclan de togolais véreux prend d'assaut les couloirs de l'Union Européenne et on signe des accords pour amuser la galerie et

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

endormir une opposition sans repère. Le lecteur est appelé à mesurer le degré du complot contre le Togo ! Revenons à Félix et à son « savoir-faire ». Le Luxembourg est un pays ami de Félix. Une ONG est affiliée à Sagbo ou c'est SAGBO qui a créé une ONG avec des branchements au Luxembourg. On ne blanchit pas sans le couvert de prête-noms selon le B à A au niveau des barbouzes. Les banquiers sont priés de mettre un peu le nez pour savoir comment de Bruxelles, l'amitié est si forte avec le pays qui rassemble à lui tout seul ces commissions et rétro-commissions au monde. La seconde curiosité est plus crieuse. Bien que le Togo ait une ambassade et un ambassadeur qui le représente en Italie, à quelques cent mètres de l'Eglise St-Pierre le représentant du Togo ne doit pas mettre son nez dans les affaires entre les Gnassingbé et le Clergé. A l'ambassadeur du Togo en Italie, on a supplanté Félix SAGBO pour être ambassadeur au Saint Siège. Un peu Claude Guéant qui cache Bernard Kouchner ou Gilbert BAWARA qui cachait le Pr Leopold GNININVI et Ayeva ZARIFOU ou encore Kodjo ESSAW qui a effacé Elliot OHIN dans le gouvernement Houngbo II. Les partenariats très dangereux entre les prêtres et Félix font de lui le fils aimé des hommes de Dieu. Le paradis est aux portes. Le Pape Benoît XVI en personne a conféré à l'ambassadeur du Togo auprès du Saint Siège, Félix Kodjo SAGBO, les insignes de Grand-Croix de l'Ordre de Saint Grégoire le Grand. C'est la plus haute distinction honorifique civile du Vatican jamais accordée à un « black » mieux un « black-métis ». Faure durant son premier mandat fait cinq fois les aller-retour en Italie. Un record ! Selon tous les recoupements du Lynx, l'argent du prince dans les coffres forts du Vatican est d'une valeur inestimable. Et c'est avec cette ramification que les prêtres de St-Egidio plus dangereux que la mafia et la Camorra réunis ont mis Gilchrist Olympio dans les escarcelles de Faure. La suite, Gilchrist a finalement trouvé mieux de s'allier au fils de celui qui a rectifié son père que du peuple. Quand on confond dignité et amour de l'argent.....

Félix SAGBO a-t-il aidé Auguste SAGBO ?

Dans le jargon du RPT, tout homme d'affaires qui veut prospérer doit avoir une femme kabyè. Cela, du sud au nord et de l'est à l'ouest est connu. Même Agbéyomé a dû se plier à cette règle pour être appelé « vrai fils » en ajoutant aussi à sa liste une certaine Gnékélé GNASSINGBE. Auguste SAGBO déjà marié se taille une fille kabyè qui doit l'ouvrir les portes vers la facilité dans les affaires. Elle est kabyè et sa marche. L'argent coule à flot. Les deux passions d'Auguste que sont le jazz et le football lui donnent la plus grande joie quand la grève illimitée de 1993 vient à elle seule ensevelir Auguste. La galère frappe à la porte. L'homme d'affaire est déprimé mais a encore une carte à jouer : Félix SAGBO.

Le champagne sous le label Faure sauve les Sagbo !



Ce qui diffère les frères HOMAWOO aux frères SAGBO est que les premiers sont brouillons et les deuxième calculateurs. Les SAGBO savent que le régime de Gnassingbé père et fils est un consortium où le faux a toute une place et que le pouvoir se nourrit du culte de la personne. Félix qui sait bien le faire

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de l'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

est par ailleurs craint par les généraux et les ministres d'Eyadema. Beaucoup de ministres et officiers que le Lynx a rencontré disent que « Félix SAGBO te vend et se la coule douce après ». La patte des félins !

Pour les élections du 4 mars, Félix embarque quelques jeunes togolais de Bruxelles pour avoir plus de kilos pour les T-shirts à l'effigie de Faure. Du côté de la France, il charge de faire la pub du protégé Faure sur les bouteilles de champagne. L'idée fait le tour au RPT. Les premières bouteilles de champagne estampillées Faure arrivent par cargos entier. Les SAGBO sont de nouveaux acceptés. Félix tance à Auguste de suivre le rythme. Le résultat est salubre.

À côté des milliers d'hommes d'affaires fictifs et réels sur la liste que l'Etat togolais dit être créancier, Auguste doit passer le premier à la caisse. La nouvelle qui retient l'attention chez les SAGBO dit : « Après une timide reprise en 2004, SANECOM est enfin de retour grâce aux 376 millions de FCFA reçus du Trésor Public au titre de différentes factures dues depuis de nombreuses années ». Quand on travaille au RPT, il faut savoir jouer et les SAGBO savent depuis comment jouer et où se trouvent leurs intérêts.

Djima Matapari Lynx.info



Histoire Vidéo Politique TOGO Assassinat de Sylvanus OLYMPIO



Lundi 12 Juillet 2010

http://www.youtube.com/watch?v=d69Ni0qNAm8&feature=player_embedded

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org



Histoire Reportage - TOGO histoire d'une indépendance

[Actu et Politique](#) Publiée le 11/07/10



http://www.dailymotion.com/video/xdzuqc_reportage-togo-histoire-d-une-indep_news

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

letogolais.com Médias-Presse Togo Revue de la presse du 5 au 11 juillet 2010

LE TOGOLAIS.COM - 13/07/2010 - La tentative de dissolution de l'UFC devant les tribunaux, voilà l'un des principaux sujets qui ont préoccupé la presse togolaise. « Gilchrist Olympio et des avocats pour dissoudre l'UFC », titre **Crocodile**. Le « Maréchal » recherche des avocats pour contourner l'obstacle de la légitimité du bureau politique mise en place par l'UFC lors du Congrès de juillet 2008. Le congrès extraordinaire qu'il avait annoncé pour 4 juillet et devait régler le compte de ses contradicteurs, n'a pas eu lieu. **Le Regard** résume la situation par un titre persifleur : « Gilchrist annule le congrès et préfère les tribunaux ».

Le Correcteur assimile cette démarche de Gilchrist Olympio à celle d'« un père qui emmène ses propres enfants à l'abattoir » alors que le Sentinelle pense que « Gilchrist a franchi le rubicond ». Au cours d'un point de presse à Lomé le 8 juillet, Isaac Tchiakpé, l'intendant de Gilchrist Olympio, a déclaré qu'« Au temps fort, au temps héroïque de la dictature, il n'a jamais été question d'aller à la justice. La priorité, c'est plutôt de préciser, de clarifier les choses et de remettre le parti sur les rails ».

Forum de la Semaine publie une interview de Gilchrist Olympio qui affirme qu'« En effet, le Bureau qui présidait jusque-là aux destinées du parti et dont certains parlent si fièrement, n'en n'était pas un. C'était plutôt un club d'amis copté de 78 membres sans légitimité car ne reposant sur aucune base légale, d'autant plus que les statuts en vigueur n'en prévoient que 16. Il est évident que toute décision prise par ce groupe d'individus est illégale, donc nulle et de nul effet ». Il soutient, contrairement à Solitoki Eso du RPT, que « Notre entrée dans ce gouvernement s'est faite sur la base d'un accord dûment signé. Et il ne s'agit pas d'une collaboration comme vous le dites mais d'un partage de pouvoir. Les Togolais qui ne se reconnaissent pas en cela, ne comprennent pas encore la nature de la lutte. Nous usons de tous les moyens légaux pour atteindre notre objectif ».

Dans cet accord qualifié d'historique et dit de partage, il était prévu des postes d'ambassadeurs, de maires, de préfets, aux amis de Gilchrist Olympio (AGO). **Liberté**, dans sa parution du 9 juillet, révèle que les AGO se retrouvent face aux réalités du pouvoir RPT avec la nomination du nouvel ambassadeur du Togo en France, Calixte Batossié Madjoulba, un proche de "Faure", alors que le poste a été initialement convoité par Gilchrist Olympio pour l'un de ses collaborateurs. Une situation qui fait dire au **Correcteur** que « Plus rien ne va entre Gilchrist Olympio et Faure Gnassingbé ». Selon **Liberté**, pour mieux affirmer leur adversité à Jean-Pierre Fabre, sept (7) députés UFC proches de Gilchrist Olympio seraient en train de former un autre groupe parlementaire à l'Assemblée nationale.

Togo Presse est revenu sur les visites de Faure Gnassingbé à l'étranger, notamment en Italie et en Libye. **Pour L'Alternative**, Faure Gnassingbé est en villégiature. « Faure Gnassingbé, ses amis et surtout ses « intimes » s'offrent la grande vie dans les grands hôtels de luxe en Italie avec l'argent du contribuable ». Au sujet de la visite de Faure chez Mouammar Kadhafi, **Agni L'Abeille** rapporte que le guide libyen aurait exigé la libération de Kpatcha Gnassingbé et de ses coaccusés.

Chronique de la Semaine, dans ses analyses du 8 juillet indique que le Togo a plus que besoin d'une « opposition mordue à la tâche, qui initie des actes porteurs d'espoir pour le peuple ». Il trouve dans l'appel de Jean-Pierre Fabre pour une jonction des mouvements sociaux et politiques, une tentative de récupération politique. A propos de la grève générale sabordée par les dirigeants syndicaux, **Crocodile** annonce un tsunami dans l'état-major des syndicats.

L'Alternative évoque une mission d'audit de la justice du Bénin, composée de trois experts et conduite par l'avocat François Boko. Le constat est que cette visite de l'initiateur du FRAC intervient alors que la justice togolaise, toujours instrumentalisée par le pouvoir RPT, tente de dissoudre OBUTS, pour régler ses comptes avec Agbéyomé Kodjo.

Golfe Info s'intéresse au toilettage de la Constitution togolaise relancé par le Cadre permanent de dialogue et de concertation nationale (CPDC), alors que les partis de l'opposition parlementaire notamment le CAR et l'UFC en sont exclus. Le journal revient sur l'une des recommandations de l'Union européenne relative aux élections locales qui devraient se tenir avant début 2011.

L'Indépendant Express s'est intéressé à l'incompréhensible interpellation du Commissaire principal de la police Assih Abalo, dans la nuit du 02 au 03 juillet 2010 à l'aéroport international de Lomé. Il sera relâché plus tard, alors qu'il rentrait d'une conférence internationale. Les motifs de son interpellation restent jusqu'alors nébuleux. **Forum de la Semaine** s'interroge sur les multiples cambriolages au siège de la télévision Togolaise. C'est le troisième du genre, alors qu'un régiment de militaires équipés de chars et de matériels de guerre garde les locaux.

La rédaction letogolais.com

LesEchos.fr Migrations La crise fait chuter les flux migratoires dans le monde

Lundi, 12 Juillet 2010 - La baisse de l'immigration professionnelle vers les pays de l'OCDE est particulièrement sensible. Les experts mettent en garde contre cette tendance qui pourrait à terme voir se raréfier une partie de la main d'œuvre et handicaper la reprise économique.

Le phénomène s'était amorcé dès les premiers temps de la crise. Les derniers chiffres fournis par l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) lundi confirment que les difficultés économiques ont eu un impact négatif sur le solde migratoire des pays de l'OCDE. Alors que l'immigration légale à caractère permanent (avec titres de séjours renouvelables) avait connu des hausses de 11% en moyenne dans les années 2002-2007, elle a chuté de 6% en 2008, pour atteindre 4,4 millions de personnes.

Une tendance, non encore chiffrée pour le moment par l'OCDE, qui devrait se poursuivre en 2009. Les flux de migrations temporaires ont eux aussi connu une baisse sensible mais de moindre ampleur (-4% en 2008). Le volume de travailleurs étrangers temporaires reste ainsi à un niveau global élevé avec 2,3 millions de personnes dans les tous les pays de l'OCDE.

Mais ce chiffre cache de fortes disparités entre les pays. En Espagne, en Irlande, en Italie ou encore en République tchèque, des pays fortement touchés par la crise, la baisse des flux migratoires peut aller de -25 à -43%. L'Espagne a par exemple restreint la liste des métiers ouverts à l'immigration professionnelle. En revanche, d'autres pays comme les Etats-Unis, le Canada et surtout la Suède, ont continué à accueillir sur leur sol de nombreux travailleurs étrangers.

Quel que soit le pays, en revanche, une observation s'impose : la hausse du chômage est toujours plus élevée pour les immigrés que pour les populations locales, même si dans certains pays, cet impact a été neutralisé par la hausse des taux de participation au marché du travail des immigrés. C'est le cas par exemple de certaines femmes immigrées qui ne travaillaient pas jusqu'à présent et qui occupent, crise oblige, un emploi pour compenser les pertes de revenus des autres membres de la famille.

«Une contribution bénéfique à l'économie nationale»

Selon les experts de l'OCDE, cette évolution des flux migratoires, si elle devait se prolonger, pourrait avoir un impact négatif sur la croissance démographique des pays d'accueil. Entre 2003 et 2007, 59% de cette croissance provenait des flux migratoires pour l'ensemble des pays de l'OCDE. Seuls la France, les Etats-Unis et la Nouvelle-Zélande ont un accroissement naturel qui constitue le principal vecteur de la croissance démographique. A l'inverse, au sein de l'Autriche et de la République tchèque, près de 90% de l'augmentation de la population est imputable aux migrations. Au sein de l'OCDE, un tiers des nouvelles entrées dans la population active est également issu de l'immigration. Une baisse prolongée de ces flux pourrait donc entraîner une perte de main d'oeuvre qui, à terme et notamment au moment de la reprise économique, peut devenir un handicap pour les pays développés.

«Il est important de souligner que les immigrés apportent une contribution bénéfique à l'économie nationale, en particulier en période de croissance», a fait observer le secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurría. «Les tendances démographiques de long terme demeurent, quelle que soit l'ampleur des difficultés économiques actuelles. Ces dernières ne devraient pas servir d'argument pour imposer des barrières excessives à l'immigration. Il est important de conserver une perspective de long terme en matière de politique migratoire», a-t-il conclu.

MARIE BELLAN, Les Echos



Opinions Gil et ses AGO sur la corde raide, Nicodème Habia

attendu au tournant dans l'Avé

11 juillet 2010 - Ces derniers mois, certains responsables de l'Union des forces de Changement (UFC) sont lourdement soupçonnés d'avoir été corrompus par le pouvoir. A commencer par le premier d'entre eux, Gilchrist Olympio. Vraie ou fausse allégation, les soins un peu trop particuliers dont bénéficient ces personnes à travers les médias proches du pouvoir montrent suffisamment qu'il y a anguille sous roche. Le cas Habia étonne ses électeurs et met en boule les ressortissants d'Avé dans la diaspora, eux qui lui ont donné le coup de pouce nécessaire.

Nicodème et son patron Gilchrist Olympio semblent avoir trouvé une bonne place sous le parapluie du RPT et de sa justice. Cette justice dont Gil est l'une des plus grandes victimes et dont son parti n'avait de cesse de dénoncer, dans un passé encore récent, le caractère injuste et sélectif. Ces dissidents de l'UFC, devenus pro-rpt, ne trouvent pas de problème que leurs compagnons de lutte d'hier, notamment Fulbert Attisso, avec qui il ont créé le slogan "Alternance ou la Mort" soient incarcérés, sans jugement, dans le Guantanamo de Kara depuis des mois. Pour Gil et ses amis, les militantes de l'UFC à qui des gendarmes, en plein jour, ont molesté le clitoris ne méritent aucune justice.

Petite histoire drôle

Il était une fois aux Etats-Unis d'Amérique, un togolais qui, en pleine réunion de la NACT (North American Convention for Togo) avait été publiquement gifflé par un "vulgaire débarqueur", Innocent Pato, dépêché sur les lieux par le RPT pour visiblement troubler le bon déroulement des travaux. Comme une victime résignée, l'agressé ne retournera pas la gifle. Il ne portera pas non plus plainte contre le sauvageon qui n'avait aucune raison d'être présent sur les lieux où il a laissé exploser son instinct grégaire... Aux Etats-Unis, il est interdit de porter la main sur quelqu'un. Celui qui a subi cet affront public sans rechigner s'appelle Habia Nicodème.

Republicoftogo nous avait appris qu'il voulait trainer en justice Jean-Pierre Fabre. Ce Habia qui découvre aujourd'hui les vertus de la justice. Pas aux USA où tous les droits lui sont pourtant garantis, pas dans les nombreuses affaires d'assassinat politique ayant endeuillé son parti et dont il connaît les auteurs.

Habia Nicodème a mis entre parenthèse le soutien que lui a accordé la population de l'Avé. Une population profondément démocrate et nationaliste qui l'a élu surtout à cause de l'héritage Sylvanus Olympio qu'il représentait. Sa victoire en 2007 sur Edem Kodjo était comparable, à tout point de vue, à celle de David sur Goliath. Faudra-t-il qu'on le lui rappelle ? On peut lui faire cet honneur mais à condition qu'il accepte qu'on lui rappelle aussi qu'il n'était que l'ombre de lui-même en Amérique avant son débarquement sur la scène politique au pays. L'Avé ne l'a pas élu pour qu'il aille grossir le camp des malfaiteurs. Des gens comme Djoko Amados, Komla Djoka, son frère Sémekonawo et Ludovig Avogan avaient tenté, avant lui, de pousser la préfecture dans les giron du RPT. Notre député dont on dit qu'il adore fréquenter les charlatans, doit s'informer pour savoir ce que ces activistes sont devenus. Avé ne tolère pas en son sein la présence de vils traîtres. Ils le payent toujours.

Jordan Habia : ce nom ne dit pas grand-chose à beaucoup de togolais. Il est le jeune frère du soit-disant député et AGO Nicodème. Ce dernier étant alors aux USA attendant impatiemment l'acquisition de sa naturalisation, c'est son frère Jordan qui avait, nuit et jour, préparé et mobilisé des jeunes de la préfecture

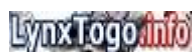
pour promouvoir sa candidature. Edem Kodjo n'étant pas en odeur de sainteté avec son électorat, le message des Habias est passé cinq sur cinq.

L'américain à peine instruit est élu, sous la bannière de l'UFC. Nicodème a tout, malgré ses nombreuses limites, pour se frayer du chemin et réussir sur l'échiquier politique national. Suivant aveuglément les absurdités de Gilchrist Olympio à qui il voue une fidélité de chien et, les millions du RPT le galvanisant, il ne s'est guère préoccupé de retenir son frère bienfaiteur, Jordan qui a choisi de s'expatrier en Europe. Qui sait si, à cause de ses nouvelles amitiés, Nicodème ne trouverait pas gênant Jordan s'il était encore présent au pays ? On a connu des Togolais livrer leurs propres parents aux tueurs professionnels du RPT, juste pour quelques liasses de CFA dévalué. Qui sait si Jordan n'a pas, déjà à son départ, vu venir le scandale avant de prendre la poudre d'escampette.

Ce que Habia Nicodème oublie c'est que l'Avé est prêt à enterrer ses ambitions politiques dans les rangs des forces du progrès, lorsqu'il reviendra solliciter son suffrage. L'attitude de Nicodème Habia, murmure-t-on ici avec rage et dégoût, est ni plus ni moins une parjure, un troc inacceptable des voix de la population contre des pactes obscurs. Ses amis, tant de la diaspora que de Kévé l'attendent au tournant pour lui faire payer le prix de son "flip-flop". Rien que de minables politiciens, Habia et ses semblables réunis dans ce machin incongru appelé AGO.

Recemment, un Pasteur local, à un carrefour dans le bourg de Kévé, au passage du véhicule du député au rang quart Nicodème, les a maudit en bloc et à haute voix : "Vous tous, Gil compris, vous mourrez et vos veuves ne vous pleureront pas".

Eli Pékaka Dossiah
Adidogomé-Lomé
Togo



Politique Elliot OHIN On lui dit de nommer, lui il parle d'annonces de décès et de mariage...

Le vieux est dans les vapes



Mardi, 13 Juillet 2010 20:22 - On attendait qu'il change la vieille garde qui gruge dans les ambassades et qui ne finit pas de faire parler d'elle. On lui dit de rappeler la vieille négraille à la maison et de nettoyer les écuries d'Augiat dans les vitrines togolaises à travers le monde, Patatras ! Des ambassadeurs sans repères avec des idées révisionnistes de l'ère du parti unique, c'est ce que les togolais pensaient que se sera la priorité des priorités. Apparemment Elliot à d'autres préoccupations. Et pour cause, nommé à la sauvette, l'opposant a rêvé de tout sauf de ce poste. Son cursus scolaire est jalonné de tout sauf de diplômes. Alors aucune expérience pour être diplomate, mieux il n'a jamais exercé ne serait-ce que dans un bureau. Au Togo, on a pas besoin aux dires des proches de Faure des diplômes ou des formations pour être un serviteur de la République.

L'actuel locataire du ministère de l'Administration et du Territoire Akoussoulelou Bodjona trimbale une montagne de diplômes achetés à gogo. Les professeurs comme Léopold Gnininvi témoin de sa triche et de sa radiation à l'université de Lomé ont même fini par lui lécher les bottes si ce n'est pas le cul. Coincé dans le triangle, Faure- Armée et RPT, Elliot semble avoir jeté les armes avant même la guerre. Face à cette machine qui broie tout son passage appelée RPT, l'homme il paraît, a pensé autrement : mangé et se taire. Et Elliot, le sait. Il ne sera pas le premier ni le dernier à achever les espoirs du peuple. Membre de ce que les togolais appellent les Amis de Gilchrist Olympio (AGO), le diplomate est la risée de tous les togolais. Et que vaut toute la dignité du monde dans cette foire togolaise ou la pauvreté le dispute à la faim ? Devant la nation entière, la nomination de Calixte Madjoulba comme ambassadeur du Togo en France a échappé à Elliot. C'est comme cela les autres nominations aussi échapperont à l'ex-boucher. Quand on sait que sur la route menant vers Paris, Faure et Elliot sablaient ensemble le champagne, on se demande si les nominations sont encore sa priorité. Pour l'instant il paraît qu'il vient de créer une petite revue interne mensuelle, MAEC Info pour son ministère. Lequel bulletin publiera sur la vie de ses employés avec les annonces de mariages, de décès, d'affectations, etc... En trois mois comme ministre des Affaires Étrangères, son véritable succès.

Et qui peut parier un morceau de pain au Togo que son mentor Gilchrist ne sable pas aussi nuitamment du vin des crues du Château Pétrus avec l'autre fils infecte de la République ?

Dieudonné Elikia Lynx.info (Stagiaire)

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org



Politique Faure Gnassingbé faire payer au peuple sa gestion

désastreuse ?



Analyse du 10 juillet 2010

10 juillet 2010 - L'accélération du mouvement social au Togo ces dernières semaines vient d'agir comme un formidable révélateur de ce que le Collectif pour la Vérité des Urnes (CVU) et le Peuple togolais n'ont cessé de dénoncer bien avant l'éclatement de la colère sociale actuelle. Il s'agit bien de la gestion calamiteuse des affaires de l'État par Faure GNASSINGBE et son équipe arrimée au système RPT durant les cinq dernières années. Le pilotage à vue a transformé le Togo en un pays défaillant, un pays endetté, un pays dépendant, un pays non souverain ! Le changement apporté par Faure GNASSINGBE au cours des cinq années de son premier mandat usurpé n'a guère permis au Togo d'augmenter sa prospérité. Bien au contraire, cela a accentué la mauvaise habitude de partage des fruits de la croissance entre la Nomenklatura qui détient le pouvoir et ceux qui forment sa clientèle.

Pour permettre à ce système de durer et de recommencer pendant cinq ans, il fallait instaurer un système de force, de brutalité, de kidnapping des démocrates togolais et de modification unilatérale des résultats de l'élection présidentielle. Faut-il croire que Faure GNASSINGBE veut délibérément conduire le Togo vers ce qu'il faut bien appeler un abîme politique, économique, financier, social et culturel ? Et pourtant, il est un des rares fils ayant le plus profité des richesses de la Terre de nos Aïeux !

Pourquoi ne souhaite-t-il pas que la création de richesse au Togo soit facilitée et surtout que toutes les filles et tous les fils du Togo puissent ensemble partager les fruits de la croissance sous forme de création d'emplois, de distribution de revenus et de pouvoir d'achat ? S'agit-il d'une ignorance grevée de mépris ou d'un cynisme politique ?

Les conséquences d'une gouvernance, entièrement fondée sur l'absence de transparence empêche de prendre conscience du niveau du détournement des richesses que produit le Togo. Les recettes provenant des richesses naturelles ou transformées du Togo, celles provenant tant des importations que des exportations sont de moins en moins enregistrées par les statistiques officielles et échappent ainsi à la vigilance du Peuple togolais, mais aussi aux institutions et chancelleries internationales.

Mais où peuvent bien partir ces richesses cachées du Togo ? Certainement pas dans la poche du Togolais ou de la Togolaise qui transpire chaque jour que Dieu fait sans voir son pouvoir d'achat augmenter. Au contraire, il est de plus en plus question de transférer les « augmentations » inexplicables et non prévisibles des prix fixés par le Gouvernement (en l'espèce, le prix du carburant) sur le dos des populations et des contribuables. Est-ce à dire que le Peuple togolais doit payer deux fois sa taxe au profit de la Nomenklatura et sa clientèle ?

Chaque Togolais et Togolaise épris de la vérité des comptes a une histoire à raconter, sur les formes diverses de dilapidation de la richesse de l'État patrimonial que constitue dorénavant le Togo sous le régime du Rassemblement du Peuple Togolais et de Faure GNASSINGBE. Une telle gouvernance ne pouvait conduire qu'à la faillite que connaît aujourd'hui notre pays. D'après un rapport de 2010 du Fonds monétaire international, on pouvait constater qu'en 2003 et 2004, le Père, feu GNASSINGBE Eyadéma,

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

avait réussi à équilibrer les comptes du Togo avec respectivement +1,9 % et +0,2 % du produit intérieur brut (PIB) de solde budgétaire sans les dons venant de l'extérieur.

Aujourd'hui, on peut légitimement s'interroger sur la capacité réelle de gestion efficace du pays par Faure GNASSINGBE et son réseau, si l'on se réfère aux performances du Togo ces cinq dernières années passées sous sa direction. Le solde budgétaire (hors dons) du pays s'est dégradé, passant de -4,6 % du PIB en 2005 à son arrivée à -5,6 % en 2009 avec des prévisions pour 2010 de -6,7 % du PIB. Bref, le Peuple togolais à qui on refuse la vérité des comptes doit savoir que le Père, feu GNASSINGBE Eyadéma, avait malgré tout le souci de l'équilibre budgétaire ; ce qui est loin d'être le souci du fils, Faure GNASSINGBE. Ainsi le Togo qui était largement au-dessus de la moyenne de la zone Franc (-1,5 % du PIB) en 2004, se retrouve en 2010 parmi les derniers de la zone Franc qui affichaient -2,5 % du PIB. Le différentiel de -4,2 % du PIB du Togo suite à la gestion irréflective de Faure GNASSINGBE et son réseau ne peut inspirer confiance aux investisseurs étrangers. Sur ce plan, le Togo a d'ailleurs vu son statut en matière d'environnement des affaires se dégrader. Pour preuve, notre pays est répertorié parmi les économies africaines qui au cours des 5 dernières années, ont choisi de rendre encore plus « rigides » les règles régissant les ressources humaines dans les affaires, au lieu de rendre plus flexibles (Rapport Banque mondiale, Doing Business 2010, p. 35). Cela est édifiant avec le nombre de jours nécessaires pour établir la propriété au Togo, en dépit de quelques améliorations mineures dans les procédures, sans que la corruption ne diminue. La diminution des taxes sur les grandes entreprises n'a pas attiré les investisseurs comme espéré.

Aujourd'hui comment les investisseurs seraient-ils davantage séduits pour investir au Togo alors qu'une grande majorité de la population n'accorde aucune légitimité au pouvoir usurpé issu du scrutin du 4 mars 2010 ? Les marches pacifiques et permanentes, les veillées de prière cumulées, et récemment les mouvements sociaux de grande ampleur ne sont que des formes visibles du rejet d'un système ne reposant guère sur la vérité des urnes et des comptes publics.

Nous avons fort justement dénoncé les entraves que n'ont cessé de dresser les différents gouvernements de Faure GNASSINGBE, pour reculer jusqu'à l'extrême limite l'installation de la Cour des Comptes du Togo, pourtant inscrite dans le marbre de la Constitution de 1992, dans le seul but d'empêcher la Cour de constater l'ampleur des malversations (détournements, escroqueries, trafics divers, notamment avec l'aéroport de Niamtougou entre autres) des fonds publics, tant au sein des sociétés nationales (phosphates, coton) que des organismes publics (Fonds d'Entretien Routier (FER), Port Autonome de Lomé), ou des administrations financières (Douanes et impôts) avant l'échéance politique de l'élection présidentielle. Certes le Togo n'est pas le seul pays à connaître une crise des finances publiques, puisque la crise économique et financière qui secoue le Monde depuis 2007, a révélé que nombre d'économies des pays occidentaux sont aussi affectées par les conséquences d'une dette publique devenue colossale au fil du temps. Bien entendu la faute de la crise financière et économique mondiale n'est pas africaine ! Elle revient aux États riches industrialisés qui ont choisi de manière dogmatique la dérégulation comme source de création de richesse nouvelle. C'est comme si en enlevant tout contrôle et interventionnisme de l'Etat, les richesses produites dans une économie fondée sur la spéculation et éloignée de l'économie réelle pouvait générer de manière pérenne de la richesse.

A la seule différence près, qu'aujourd'hui la signature du Togo ne vaut plus rien au plan international. Faure GNASSINGBE, s'est donc converti en « Président-mendiant » et est contraint, du fait des conséquences de sa propre gestion déraisonnée, d'aller quémander des subsides de certains dirigeants moins regardants sur l'éthique, la bonne gouvernance et la démocratie, pour arriver éventuellement à payer les salaires et les engagements de l'État en fin de mois.

Si la classe politique et la société civile togolaises n'y prêtent attention, la gouvernance de Faure GNASSINGBE risque de contraindre l'État togolais à annoncer une faillite économique et ne plus être en mesure d'assurer les fins de mois de l'ensemble des employés de la fonction publique ; mais faire des préférences comme cela se fait déjà au sein de l'armée, de manière souvent injuste, selon les nombreux témoignages de jeunes militaires !

Depuis qu'il existe, le Collectif pour la Vérité des Urnes (CVU) n'a cessé de montrer combien sont liés dans la marche d'une démocratie, les questions de la vérité des urnes et celle des comptes publics, tant la seconde découle dans une sorte de filiation naturelle de la première.

La particularité du Togo post-élection présidentielle du 4 mars 2010, c'est que l'immoralité politique a été élevée à un rang institutionnel par la deuxième expérimentation de l'usurpation électorale de Faure GNASSINGBE, après celle marquée par le drame, qu'il a commise en 2005 et qui lui a permis pendant cinq ans de se livrer sans résistance réelle à l'utilisation unilatérale et sans partage des ressources publiques du pays.

Et le vrai problème est qu'il n'y a aucune redistribution de richesses envers le Peuple togolais si cela n'est pas inscrit dans un calcul de clientélisme, de servitude et d'intimidation afin de réduire les Togolaises et Togolais au silence des cimetières. La différence notoire avec 2005, c'est qu'aujourd'hui une immense majorité de filles et fils du Togo ; en contestant chaque semaine la contre vérité des urnes issue de l'élection présidentielle d'une part, et ces deux dernières semaines les premières décisions sociales et économiques d'autre part ; apporte la preuve que Faure GNASSINGBE n'a aucune légitimité politique et qu'il n'y a pas de Président de la République régulièrement élu au Togo.

Le Togo est entré en résistance pacifique, une résistance marathon, une résistance pour le retour de la confiance et de l'honorabilité d'un Peuple à qui il est refusé l'autodétermination.

Par voie de conséquence, le Peuple togolais, abusé et mystifié durant plusieurs décennies et plus particulièrement au cours des cinq dernières années, par une gouvernance qui l'a méprisé et affaibli économiquement et socialement, n'a aucune raison objective pour accorder la confiance nécessaire pour assurer la gouvernance de ce Pays au Pouvoir usurpé de Faure GNASSINGBE.

D'ailleurs, si notre peuple ne s'était pas réveillé pour défendre sa démocratie, la Communauté internationale notamment africaine se serait contentée de croire que sa légitimation inique et frauduleuse, aurait raison du Peuple togolais.

La nouveauté de 2010, c'est que le Peuple togolais, non seulement a décidé de ne pas se laisser faire mais surtout de ne pas se laisser conduire à l'abattoir comme un mouton. Il a surtout décidé de récupérer son dû assorti du paiement des intérêts de retard des nombreux « arriérés » accumulés par la gestion successive non productive à son égard des précédents gouvernements, et ce dans tous les compartiments de la gouvernance. Le Peuple togolais est en marche vers une deuxième Libération dans le cadre de la post colonie non sollicitée. Cette libération passe par la transparence, le retour de la Diaspora, 6e région du Togo, qui doit impérativement retrouver sa fonction naturelle d'éclaireur, de conseil prudent et de partenaire en développement du Togo.

Les populations du Togo, de plus en plus nombreuses chaque semaine dans l'ensemble du pays, sont devenues des témoins et des huissiers qui établissent le constat de la faillite politique, économique, sociale, judiciaire et morale de la gestion du RPT assortie du soutien d'une partie non républicaine de l'armée et de

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

politiciens non-républicains. Tout ceci affecte gravement la prospérité des citoyens togolais et met en danger la paix civile du fait du recours de plus en plus caractérisé du pouvoir politique à la force, à l'arbitraire et au kidnapping des citoyens. Après avoir très largement dressé le constat politique et économique, le Peuple togolais n'a de cesse de faire comprendre qu'il a toujours voulu confier son destin à toutes les forces d'alternance qui ont décidé de lutter pour l'avènement de la vérité des urnes et des comptes publics. Pour ce faire, il y a besoin d'élaborer des solutions pacifiques de sortie de crise sans hypocrisie où le Peuple retrouvera son droit de regard permanent sur leur mise en œuvre.

Faure GNASSINGBE a atteint les limites de la quadrature du cercle et doit nécessairement reconsidérer son approche de la démocratie palliative et de façade !

Le CVU salue et encourage la mobilisation et l'action collective de toutes les filles et de tous les fils du Togo, tant au plan national que dans la Diaspora. Grâce au dynamisme des partis politiques de l'alternance et de très nombreux mouvements citoyens de plus en plus coordonnés, ce sursaut patriotique et de résistance citoyenne va sans cesse grandissant au Togo comme au sein de la Diaspora. Cette capacité de mobilisation et de résistance ouvre de nouvelles perspectives où l'espoir est permis. Un autre avenir, un futur différent des cinq années funestes de Faure Gnassingbé est possible. Il est question de mettre fin à la misère chronique dans laquelle la gouvernance de Faure GNASSINGBE a plongé le Togo, neutralisant le droit des générations présentes et futures à l'autodétermination économique, non sans avoir pris des engagements inconnus sur les futures richesses de la nation.

Dans ces conditions, un nombre important de mesures ont été proposées durant la campagne de l'élection présidentielle par les forces d'alternance, puis dans la période post électorale. Au-delà de ces offres politiques, le CVU estime que ses « 22 propositions de sortie de crise » peuvent contribuer à poser les jalons du retour de la confiance et de la démocratie effective au Togo, et permettre à la Communauté internationale d'ouvrir enfin des négociations pour sauver notre pays des fourches caudines d'apprentis-sorciers de la gouvernance économique. L'heure n'est plus à l'attentisme, mais à l'action stratégique. La situation de cessation de paiement dans laquelle Faure GNASSINGBE a plongé le Togo, appelle la prise de mesures d'urgence et stratégiques que lui-même et son équipe gouvernementale pourraient être incapables désormais d'assumer, surtout si les bailleurs de fonds classiques commencent à considérer le Togo comme un mauvais payeur de ses dettes avec le risque de créances irrécouvrables.

La proposition du CVU d'aller vers un Gouvernement de transition à terme et à mandat précis reste d'actualité. L'urgence d'entamer des négociations sur les contours de sa mise en œuvre requiert de Faure Gnassingbé et son équipe gouvernementale de l'humilité et du courage politique. La Communauté internationale devrait corriger ses erreurs d'appréciation sur le Togo en prenant en compte les propositions du CVU. Car en cas de dérapages incontrôlés de la situation politique au Togo, la Communauté internationale, dont la France, ne pourrait affirmer qu'elle n'a pas été prévenue par les acteurs de la société civile dont le CVU tente de refléter les positions ! L'urgence du concours de la Communauté internationale se pose désormais avec acuité. Les forces d'alternance, et les mouvements de la société civile, au rang desquels le CVU, présentent en leur sein les compétences requises et les valeurs éthiques qui peuvent permettre de corriger la situation et ramener la confiance entre tous les enfants du Togo !

Seule la Résistance citoyenne et seulement elle, permettra au Peuple togolais de faire triompher la vérité des urnes et des comptes publics face à la prédation et au cynisme politiques de Faure GNASSINGBE !

Agbéyomé KODJO
Coordinateur National Provisoire

Dr Yves Ekoué Amaïzo
Coordinateur International Provisoire

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de l'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

Politique TOGO L'accord intervenu entre Gilchrist Olympio et le RPT en danger



Mardi, 13 Juillet 2010 04:26 - « **Les grands axes de réformes constitutionnelles et institutionnelles concernent tous les Togolais, tous les partis politiques et éventuellement la presse sont de la compétence du CPDC. Mais je dois préciser qu'aucune structure ne pourra se substituer à l'Assemblée nationale** ».

Ces mots sont du ministre de l'Administration territoriale, de la Décentralisation des Collectivités locales Pascal Bodjona. « L'accord entre l'UFC et le RPT qui a conduit à la mise en place d'un comité de suivi est un mécanisme qui a un but précis lié à la mise en œuvre des engagements pris par les deux partis pour amorcer, dans un délai de six mois, un certain nombre d'actions », a-t-il précisé auparavant.

Ces déclarations ont été faites en marge de la 9ème session du dialogue politique entre l'Union européenne (UE) et le gouvernement togolais tenue jeudi 08 juillet dernier. A priori, il n'y a pas de quoi être scandalisé. Mais ces propos sont dramatiques quand on fait le parallèle avec le fameux accord historique intervenu entre-temps entre l'ex-Président national de l'Union des forces de changement (Ufc) en état de déconfiture avancée et le Secrétaire général du Rassemblement du peuple togolais (Rpt), et brandi comme l'accord du siècle au Togo.

En effet, Gilchrist Olympio et Solitoki Esso signaient le 26 mai dernier un protocole d'accord visant à embarquer les Amis du « Maréchal » au gouvernement Houngbo II. C'est cet accord qui a permis l'octroi de sept (07) postes ministériels au « leader charismatique ». Au-delà de la participation au gouvernement, « L'UFC a par ailleurs soulevé d'autres préoccupations conformément à l'APG, le Premier ministre a réitéré l'engagement du gouvernement à accorder une priorité à la finalisation de ces questions ». Fort de cet engagement, Gilchrist Olympio est confiant et ne s'est pas empêché d'être affirmatif. « Les réformes institutionnelles et constitutionnelles seront finalisées dans les six (06) mois qui suivent la mise en place du nouveau gouvernement », stipule l'accord signé entre Gilchrist Olympio et Solitoki. Le temps utilisé, le futur, est assez illustratif. Et on pourrait penser que le « Maréchal » avait toutes les assurances et que ces réformes institutionnelles et constitutionnelles ont été déjà discutées au cours de ce dialogue bilatéral, ou le seront au sein du Comité de suivi par exemple de l'accord mis en place pour « veiller à la bonne application des présentes dispositions » et présidé par Gilchrist Olympio. Mais ces déclarations de Pascal Bodjona remettent à jour la question, et aussi celle de la valeur de cet accord aux yeux du clan.

Si ces réformes devront être l'affaire du Cadre permanent de dialogue et de concertation (Cpdc) et de l'Assemblée nationale, quel intérêt y avait-il à l'insérer dans cet accord comme s'il s'agissait d'une

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de l'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

nouveauté ? C'est comme si ces points ont été juste introduits pour embobiner l'«Opposant historique ». Et Dieu seul sait combien il s'est auréolé de ce compromis lors de sa présentation le 26 mai, quelques heures seulement avant la formation du gouvernement Houngbou II. Cet accord est dit être signé « pour un meilleur essor du peuple togolais ». Mais ces déclarations de Pascal Bodjona le rendent caduc, ou du moins illustrent le très peu d'importance que lui donne le pouvoir Rpt. Venant d'un personnage clé du clan comme Pascal Bodjona, il n'est plus permis d'en douter. C'est le sort de tous les autres points de l'accord qui est remis en question.

Il est indiqué dans l'accord que le choix des dirigeants des grandes administrations, des sociétés d'Etat, des préfectures, des mairies et des ambassades sera élargi aux Amis de Gilchrist Olympio. Mais l'application pose déjà problème. Le « Maréchal » aurait proposé Isaac Tchiakpé et Jean-Claude Homawoo pour occuper l'Ambassade du Togo en France, mais ces candidats ont été délaissés au profit de celui du pouvoir qui a été nommé, au grand dam de Gilchrist Olympio. Si la latitude a été donnée aux AGO de composer leur cabinet, le pouvoir n'a pas manqué de reprendre par à gauche ce qu'il offrait par la droite. Par exemple Faure Gnassingbé n'a pas hésité à nommer l'ancien préposé Koffi Esaw Conseiller principal à la Présidence chargé des Affaires étrangères et de la Coopération, prenant ainsi à contre-pied le tout nouveau ministre Elliot Ohin. Pour le cas des directions des sociétés d'Etat, mairies et autres préfectures, Dieu seul sait combien seront confiées aux AGO.

Les accords n'engagent que leurs signataires, et Gilchrist Olympio devait l'apprendre à ses dépens. Les observateurs avisés avaient flairé que l'accord du 26 mai ne servira pas à grand-chose. Il n'aura servi qu'à embarquer Gilchrist Olympio et ses ouailles dans le gouvernement pour offrir au pouvoir Faure Gnassingbé un semblant de légitimité. Juste au lendemain de sa signature, les dignitaires du clan ont commencé à émettre les signes avant-coureurs de ce qu'il en sera. Au cours d'une intervention sur une radio de la place, Esso Solitoki n'a pas hésité à rejeter la version de gouvernement de partage avancée par les Ago et a plutôt parlé de cohabitation. Aujourd'hui c'est Pascal Bodjona qui restitue un autre point.

Tino Kossi
LIBERTE HEBDO TOGO

Politique TOGO Kofi Yamgnane exige la libération de ses deux collaborateurs enlevés à Lomé

« On ne sait pas les raisons de cet enlèvement ni le lieu où ils se trouvent »

Lundi, 12 Juillet 2010 15:02 - Dans un communiqué laconique rendu public, le président de Sursaut-Togo, Kofi Yamgnane, confirme enfin l'arrestation de ses proches et demande leur libération immédiate. « Deux de mes proches collaborateurs, Innocent Kokou ASSIMA et Narcisse Dosseh AZANLEKO, ont été enlevés dans la nuit du 1er au 2 juillet 2010 par les forces de sécurité de Faure Gnassingbé. On est sans nouvelles d'eux depuis cette date. On ne sait pas les raisons de cet enlèvement ni le lieu où ils se trouvent. Il s'agit donc d'un enlèvement comme en ont l'habitude la dictature togolaise, son gouvernement et ses milices », précise le communiqué.

L'ancien Secrétaire d'Etat français exige la libération immédiate de ces deux collaborateurs ainsi que des autres militants de l'opposition arrêtés avant et après l'élection présidentielle du 4 mars 2010. Mais il assure que « ces manœuvres d'intimidation n'arrêteront pas la détermination du peuple togolais à se libérer ».

Ce jour-là, il sonnait 23 h 30 environ quand les habitants du quartier Bè Attikpa ont été ameutés par des bruits d'injonction. « On ne sait même pas comment ils sont rentrés dans la maison où réside Kofi Yamgnane. A l'entrée était garé un véhicule banalisé, puis à quelques mètres, celui de la gendarmerie communément appelé « Araignées ». Ils ont interpellé Innocent Assima qui dormait tranquillement dans la maison. Mais après on s'est rendu compte qu'ils sont venus avec Narcisse Azanléko menotté », raconte un témoin.

Quid des mobiles de ces interpellations ? « Il s'agit d'une affaire politique », auraient lancé les éléments de la gendarmerie aux proches parents d'Innocent Assima.

Selon toujours les témoignages recueillis, un doute plane sur le premier interpellé, c'est-à-dire Azanléko. « Il serait un agent de renseignement qui a infiltré l'entourage de Yamgnane. Avant que les gens ne viennent arrêter Innocent, Azanléko lui avait téléphoné aux fins de connaître sa position », ajoute un autre témoin.

A en croire un défenseur des droits de l'Homme, c'est une stratégie qui consiste à créer une situation de peur généralisée autour de Yamgnane afin de l'empêcher de revenir au bercail. Le président de Sursaut-Togo séjourne en France depuis plus de deux mois.

En rappel, Aimé Apédo, membre actif du parti OBUTS (Organisation pour Bâtir dans l'Union un Togo Solidaire), a été arbitrairement arrêté le 2 juillet 2010 avant d'être libéré deux jours plus tard.

On observe depuis quelques temps le regain des enlèvements, arrestations arbitraires, intimidations et autres harcèlements des militants des partis de l'opposition, surtout ceux qui continuent de contester la victoire de Faure Gnassingbé.

Coco Tchak

LIBERTE HEBDO TOGO

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

Sécurité TOGO Les routes togolaises tuent, les gouvernants totalement indifférents



Mardi, 13 Juillet 2010 04:34

Les causes des accidents de circulation au Togo sont nombreuses mais l'état piteux des routes reste l'un des facteurs indéniables. Outre les pratiques indécentes, le mauvais état des véhicules, le non respect du Code de la route sur fond d'anarchie généralisée, les surcharges et autres ...des usagers des infrastructures routières au Togo, l'inaction et le manque de volonté politiques des gouvernants font d'eux les premiers responsables de la mort de nombreux citoyens. L'insuffisance des balises ajoutée à la dégradation des routes par des nids-de-poule constituent des dangers permanents.

L'évitement des grands et profonds trous qui se trouvent sur les routes togolaises est à l'origine de nombre d'accidents de circulation. Ce ne sont pas les sapeurs pompiers qui, débordés par les appels au secours à longueur de journée, qui démentiront cette affirmation. Que ce soit à Décon ou sur le tronçon ancien siège de la LONATO lagune de Nyékonakpoé et sa bretelle ou Gbadago vers le boulevard et autres tronçons sans citer les grands axes, les trous ont fait tous chacun au moins une victime.

La semaine dernière par exemple, alors qu'un motocycliste tentait de faire un dépassement, il s'était retrouvé soudain face à un trou. Dans sa tentative d'évitement de ce trou sur la route de Kégué, une voiture dans le même pétrin entre les nombreux trous vint le percuter. Blessé à la jambe, l'on diagnostiqua à l'hôpital une double fracture. D'autres cas similaires sont enregistrés partout sur le territoire national. Des fois, on assiste à des bagarres entre les accidentés qui se renvoient mutuellement les responsabilités. Pour des cas qui nécessitent le plus souvent une évacuation, on déplore le sort réservé aux victimes dans les formations sanitaires qui les accueillent.

Conscients que les routes au Togo sont incontestablement un facteur d'accident de circulation, les gouvernants pouvaient, si la volonté politique y est, palier cette déconfiture par des balises. En l'absence d'éclairage public pour accentuer une bonne visibilité non seulement des conducteurs mais aussi des piétons afin de limiter les risques d'accident, les autorités togolaises préfèrent se contenter de ces quelques rares balises d'une autre époque. Elles sont parfois même non réflectorisées.

Aujourd'hui, on se demande pourquoi les quelques bandes qu'on initie sporadiquement disparaissent aussitôt après que les bitumes sont peints. D'aucuns estiment que ce ne sont pas les matériaux idoines qui sont utilisés comme ailleurs où ces balises résistent aux intempéries les plus féroces.

Avec aujourd'hui le peu de moyens de bord, les sapeurs pompiers interviennent compte tenu de leur disponibilité. Hormis l'insuffisance de moyens logistiques, le retard des secouristes, considérés comme les

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

seuls habilités aujourd'hui à évacuer les victimes d'accident, est dû aux difficultés du trafic engendrées par les mêmes trous qui font ces victimes qu'ils vont chercher. « Vous-mêmes vous savez que les routes ne sont pas bonnes. Nous avons fait « glama glama » pour pouvoir être à l'heure afin de sauver le blessé », a déclaré un ambulancier pour justifier le retard dont la population l'accusait.

Le calvaire des victimes commence lorsqu'elles sont conduites aux Services des Urgences. L'on peut parfois observer impuissant plusieurs cas, certains gisant dans le sang et d'autres se tordant de douleurs avec des ordonnances soit dans la main de la victime ou soit sur le brancard. Il faut souligner au passage la bonté du personnel qui, s'il n'y a pas eu plusieurs cas ce jour, met la main à la poche pour accomplir son devoir qui passe par son serment.

Pour preuve, une victime d'accident de circulation évacuée par les sapeurs pompiers, se tordant de douleur pour sa fracture à la jambe immobilisée par une attelle de fortune, avait dans sa main trois heures après, les ordonnances pour les premiers soins. Soudain, une autre victime venait d'être emmenée par les sapeurs. Elle avait une fracture. Elle devrait faire des gymnastiques pour que ses parents lui viennent au secours financièrement. Mais en attendant l'infortuné devrait gérer la douleur que lui procurait sa blessure.

« Il nous arrive des cas plus terribles que ça. Pas plus tard qu'hier, une victime a succombé à ses blessures alors qu'on la transférait vers le bloc opératoire. Le bonhomme avait trop saigné et il n'y avait pas de produits pour l'assister à temps. Ça fait mal, mais on n'y peut rien », a confié un agent médical gérant le cas en face de lui.

Il est inconcevable que dans un pays comme le Togo, producteur du clinker et qui regorge de nombreuses carrières, l'on compte du bout des doigts les routes bitumées contrairement aux pays de l'hinterland qui, eux, ont vite compris le rôle des infrastructures routières dans l'économie d'un pays et surtout son développement. Le constat de tout Togolais qui a la chance de sortir un tout petit peu de son microcosme lui permet de se rendre à l'évidence que son pays occupe le dernier rang en matière d'infrastructure routière dans la sous-région. Pour preuve, même dans les cinq (5) Etats du Conseil de l'Entente, le Togo reste bon dernier.

Interrogé sur le sujet, un cadre des services techniques des travaux publics justifie cette situation par le manque de moyens. Chez les praticiens hospitaliers, cela fait partie de l'une de leurs doléances à savoir, les meilleures conditions de travail.

Sous d'autres cieux, le ministre des Travaux publics et son homologue de la Santé devraient être interpellés pour répondre respectivement de la négligence et de la mise en danger de la vie des citoyens et de la non assistance à personne en danger. Les gouvernants togolais, au regard de tout ce qui précède, enfreignent aux dispositions des droits de l'Homme, celles relatives à la protection de citoyens et aussi aux droits à la santé des populations.

En rappel, près de 900 accidents sont survenus au Togo entre janvier et juin 2009. Selon un rapport des services sanitaires du Togo, les accidents de circulation font plus de 4000 victimes chaque année. Un chiffre qui doit interpellier tout Togolais.

Didier LEDOUX
LIBERTE HEBDO TOGO

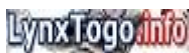
Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de l'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org



Sports Me Verges contre la FTF et la FIFA pour son client OBILALE



Mardi, 13 Juillet 2010 12:54 - **L'attentat du Cabinda a détruit la carrière de Kodjovi Obilalé, gardien du Togo, et une partie de sa vie. Blessé lors de l'attaque du bus de la sélection togolaise par le FLEC en janvier dernier, le portier des Éperviers songe aujourd'hui à poursuivre en justice la fédération de football du Togo.**

Le 8 janvier 2010, le rêve de Kodjovi Obilalé s'est brisé sous les balles du mouvement armé de libération de Cabinda qui a intercepté le bus de la sélection nationale du Togo en route pour l'Angola et la Coupe d'Afrique des Nations. Ce qui devait être un rêve s'est transformé en cauchemar.

"J'étais au milieu du car. J'ai entendu des rafales, des cris. Une vitre a éclaté. J'ai ressenti une vive douleur dans le bas du dos. Je me suis affalé sur le siège, en sang. J'ai hurlé au secours. C'était le chaos. Les balles fusaient. L'escorte a riposté et tout s'est calmé, raconte le gardien de but dans les colonnes de Ouest-France. Dans le bus, le soigneur de l'équipe m'a fait une piqûre de morphine. Ça m'a soulagé. J'ai demandé à voir mes enfants. Kapo, joueur d'Auxerre, m'a dit : "Doudou, tiens le coup". Une heure plus tard, on m'a transporté à l'hôpital, en Angola. Dans le couloir, j'ai vu deux corps, sous un drap blanc. Ceux d'Abalo Amelete, l'entraîneur adjoint et Stanislas Ocloo l'attaché de presse, tués par les balles des insurgés... J'ai lutté pour ne pas fermer les yeux. Je ne voulais pas mourir."

Le pire est passé mais après ? Trois heures de bloc, deux jours de coma et des rumeurs qui se propagent : Obilalé serait mort. Des éclats de balle ont touché sa moelle épinière. "Mes jambes ne répondaient plus. Je ne sentais plus mes pieds, poursuit-il. On m'a aussi raconté que Rama Yade, secrétaire d'État aux sports et Winnie Mandela, la femme de Nelson Mandela, étaient venus à mon chevet. Je ne m'en souviens pas." Sans club depuis le 30 juin

La suite ressemble à une mauvaise blague, digne d'un roman de Kafka où les administrations françaises et togolaises se renvoient la balle au milieu d'un imbroglio politico-financier. "Je suis resté deux mois en Afrique du Sud. Tous les jours, je demandais à rentrer. Et puis il y a eu cet incroyable imbroglio. La fédération togolaise ne pouvait plus payer mon rapatriement. La fédération française a annoncé qu'elle allait le faire. Honteuse, la fédération togolaise a finalement fait le chèque. Je suis rentré à Lorient par un avion de ligne puis une ambulance m'a conduit à Kerpape. C'était 18 mars." Depuis, Obilalé marche avec des béquilles. Mais ses rêves de football sont bel et bien évaporés. "Début juin, après une nouvelle opération pour enlever des éclats de balles, j'ai retrouvé en partie l'usage de ma jambe gauche. Je peux enfin quitter mon lit pour récupérer mes béquilles. J'espère pouvoir remarcher. Mais le foot, je n'y pense plus. Je suis dégoûté par son milieu, pourri par le fric. Je ne regarde même pas la Coupe du monde à la télé." Car, depuis quelques jours, l'ancien international est au chômage. "Le 30 juin, j'ai perdu mon boulot de joueur de foot à Pontivy. Je n'ai plus de ressources, une famille à nourrir et un loyer à payer. Je ne vais quand même pas faire la manche..." Non, Obilalé va prendre les choses à bras le corps. Sans ressources, il n'a que très peu apprécié le traitement de la FTF pendant son hospitalisation. "J'ai décidé de demander réparation à la fédération togolaise qui m'a un peu vite oublié. C'est elle qui a décidé, faute de moyens, de nous transporter en bus en Angola. Tout le monde savait que c'était dangereux. Le bilan est là : deux morts et un blessé grave. Je considère que c'est un accident de travail. Avec mon avocat, Maître Verges, je vais saisir la fédération internationale de football." **ALI MAKHAN**

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org